AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
http://ageconsearch.umn.edu
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

Agriculture and Agri-Food Canada
Agriculture et Agroalimentaire Canada

RAPPORT SUR :
Les défis et possibilités à long terme pour la compétitivité et la prospérité du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire

CHAPITRE 1 :
Secteur agricole primaire

Le 5 octobre 2006

Canada

Table des matières

Page

Remerciements 5

Avant-propos 7

Sommaire 9

Section A : Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire 11
Résumé 13

Section B : Écarts entre les exploitations familiales agricoles au chapitre du rendement et des stratégies commerciales . . 29
Résumé 31

Section B1 : Taille et rendement des fermes 33
Principaux points. 35

Section B2 : Typologie et rendement. 43
Principaux points 45

Section B3 : Diversité du rendement des exploitations agricoles 55
Principaux points. 57

Section B4 : Avoir net, investissements et vulnérabilité financière des exploitations agricoles 65
Principaux points. 67

Section C : Occasions d'améliorer la capacité concurrentielle grâce à la croissance de la productivité et à l'innovation 79
Résumé 81

Terminologies 93

Remerciements

Le présent rapport est le fruit de la collaboration entre les membres du Groupe de travail fédéral-provincial-territorial (FPT) sur l'analyse économique, à qui les SMA FPT ont donné la tâche d'effectuer l'analyse qui suit.

MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL FPT SUR L'ANALYSE ÉCONOMIQUE :

Coprésidents

Joe Rsario, Alberta Agriculture and Food
Tulay Yildirim, Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)

Membres du groupe de travail (GT)

Shiferaw Adilu, Alberta
Mario Beaulieu, Québec
Peter Blawat, Manitoba
John Colford, Territoires du Nord-Ouest
John Cumming, Ontario
Ron Eley, Saskatchewan
Tony Hill, Yukon
Darryl Houlihan, Terre-Neuve-et-Labrador
Anna Ilnyckyj, Ontario
Jennifer Kidon, Ontario
Peter Leitz, Colombie-Britannique
Kathleen MacDonald-Date, Colombie-Britannique
George MacIntosh, Nouvelle-Écosse
George Maicher, Nouveau-Brunswick
Syed Naqvi, Ontario
Dena Parsons, Terre-Neuve-et-Labrador
Glenn Payne, Saskatchewan
Hearon Persad, Territoires du Nord-Ouest
Laval Poulin, Québec
Anna Scott, Ontario
Sylvio Soucy, Québec
Shirley Stuible, Nouveau-Brunswick

AAC

Samuel Bonti-Ankomah
Dave Culver
Lambert Gauthier
Nasreen Islam
Katrin Nagelschmitz
Fabrice Nimpagaritse
Charlene Saunders
Julie Smith
Stephen Smith
Paul Spooner
Margaret Zafiriou

Publication : 10572F
ISBN : 978-0-662-08109-8
Catalogue : A38-4/15-1-2007F-PDF
Projet : 06-048-r

Avant-propos

- Le présent rapport a été préparé par le groupe de travail (GT) fédéral/provincial/territorial (FPT) sur l'analyse économique à la demande des sous-ministres adjoints (SMA) FPT dans un effort visant à étudier les défis et les possibilités provenant des tendances et des facteurs qui touchent la prospérité et la capacité concurrentielle à long terme du secteur.

- Le présent rapport constitue une compilation de données et de renseignements donnant un aperçu de l'état de l'industrie, des défis auxquels le secteur de l'agriculture fait face, ainsi que des possibilités qui s'offrent à lui. Il ne s'agit pas d'une analyse exhaustive de l'industrie ni d'un document d'orientation.

- Le présent rapport est fondé sur le rapport d'étape que le GT a présenté aux SMA en novembre 2005 et qui a été rendu accessible en ligne, sur le site d'AAC, en février 2006. Le présent chapitre renferme des données et des renseignements supplémentaires se rapportant à la situation financière des exploitations agricoles et fait des mises à jour lorsque possible.

Sommaire

- Lorsqu'on élabore des politiques pour le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, il est important de bien comprendre le secteur. Le présent rapport renferme donc des données et des renseignements désagrégés à propos de la structure changeante et du rendement du secteur, ainsi que des défis à relever et des possibilités qui s'offrent à lui.
- Le secteur de l'agriculture primaire est une partie essentielle d'une chaîne intégrée et complexe qui contribue de façon importante à l'économie canadienne, qui dépend dans une large mesure du commerce et qui est de plus en plus axée sur la clientèle.
- Les innovations technologiques, la mondialisation, les nouvelles exigences des consommateurs, la croissance continue en ce qui a trait à la production agricole mondiale, la baisse du prix réel des produits, l'augmentation du prix des intrants, la remontée du dollar canadien, ainsi que l'augmentation du prix de l'énergie continuent de susciter des défis et des possibilités pour le secteur.
- Ces défis et ces possibilités ont donné lieu à certains changements structurels qui font en sorte qu'il y a moins d'exploitations agricoles et que les exploitations agricoles sont plus grandes, à un changement important de la gamme de production, à une spécialisation accrue, ainsi qu'à une augmentation du recours aux entrepreneurs, à l'intégration verticale et à la diversification des sources de revenu des familles agricoles.
- La diminution du prix des produits, ainsi que l'augmentation des coûts de production, ont entraîné un resserrement des marges et une baisse continue du revenu agricole net réalisé.
- Cependant, le rendement des exploitations agricoles et des familles agricoles varie selon la région et le sous-secteur. De plus, une proportion importante de familles agricoles réalisent un profit chaque année.
- Le contrôle des coûts de production est essentiel pour assurer la rentabilité des exploitations agricoles. Les plus performantes d'entre elles ont des coûts beaucoup moins élevés que les exploitations agricoles moins performantes.
- Pour faire face à la chute des revenus agricoles nets, les familles agricoles ont diversifié leurs sources de revenus à certains niveaux, et les revenus hors fermes revêtent de plus en plus d'importance pour les petites exploitations, les exploitations de retraités et les exploitations d'agrément.
- Le revenu monétaire net global a diminué, mais la valeur totale des actifs agricoles a généralement augmenté de façon considérable au fil des ans.
- Le secteur peut améliorer son rendement et sa compétitivité grâce à une croissance de la productivité qui est tributaire des investissements dans la R-D, de l'innovation, des infrastructures publiques, de la réforme de la réglementation et du perfectionnement de la main-d'oeuvre.
- La demande accrue de produits à valeur ajoutée au Canada et dans d'autres pays développés, ainsi que la demande accrue en matière de produits traditionnels dans les pays en développement, offrent également des possibilités.

Section A

Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire

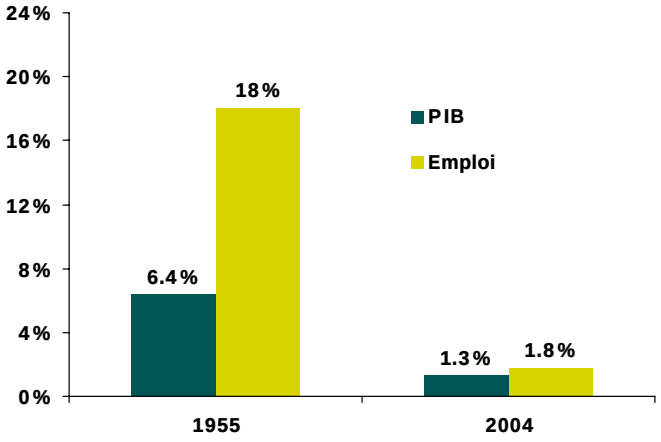
Résumé

- L'agriculture primaire représente une partie cruciale de l'économie canadienne et est intégrée à une chaîne d'approvisionnement agroalimentaire complexe.
  - Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans son ensemble contribue de façon importante à l'économie canadienne et on assiste à une croissance de la plupart de ses éléments.
- L'importance économique du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire varie selon la province et elle est très élevée pour les économies de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Saskatchewan et du Manitoba.
- Au Canada, le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dépend grandement des échanges commerciaux.
- Par conséquent, les perspectives du secteur sont tributaires de sa capacité d'améliorer la productivité, la compétitivité et s'adapter aux développements du marché.
- L'industrie fait face à plusieurs défis, mais des possibilités s'offrent aussi à elle :
  - Les progrès technologiques ont entraîné une croissance continue de la production agricole mondiale et une baisse à long terme du prix réel des produits,
  - Les exportations provenant des nouveaux producteurs produisant à faible coût continuent d'augmenter,
  - Le prix réel des produits continue de baisser alors que le prix réel des intrants demeure relativement stable,
  - Les facteurs macroéconomiques comme l'appréciation du taux de change et l'augmentation du prix de l'énergie contribuent également aux pressions exercées sur le secteur,
  - Les mesures de la rentabilité globale de l'exploitation agricole, comme le revenu agricole net, ont subi une tendance à la baisse.
- La combinaison de ces facteurs a créé un besoin d'ajustement structurel :
  - De nombreux sous-secteurs ont été en mesure de s'ajuster aux changements grâce à la rationalisation et à l'innovation et continueront à le faire.

Diminution constante de la place qu'occupe l'agriculture primaire au sein d'une chaîne d'approvisionnement complexe, intégrée et en évolution

- On constate une baisse importante de l'apport relatif du secteur agricole au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi.
- La valeur de la production agricole en chiffres absolus a triplé de 1961 à 2004. Au cours de la même période, par contre, l'économie globale du Canada a crû à un rythme plus rapide (elle a sextuplé), menée par la croissance des secteurs des hautes technologies et des services.
- La contribution de l'agriculture primaire au PIB total et à l'emploi a diminué, passant de 6,4 % et de 18 % en 1955 à 1,3 % et à 1,8 % respectivement en 2004.

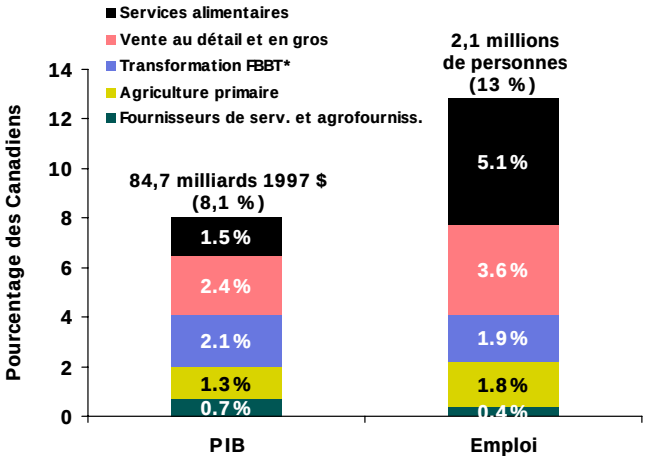
Tableau A1
Part de l'agriculture primaire dans l'économie canadienne



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0017, Enquête sur la population active et calculs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)

- Par contre, dans l'ensemble, l'industrie de l'agriculture et de l'agroalimentaire contribue toujours de façon importante à la croissance économique du Canada. Elle fournit 8,1 % du PIB total et représente 13 % des emplois créés.

Tableau A2
Contribution du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire à l'emploi et au PIB (2004)



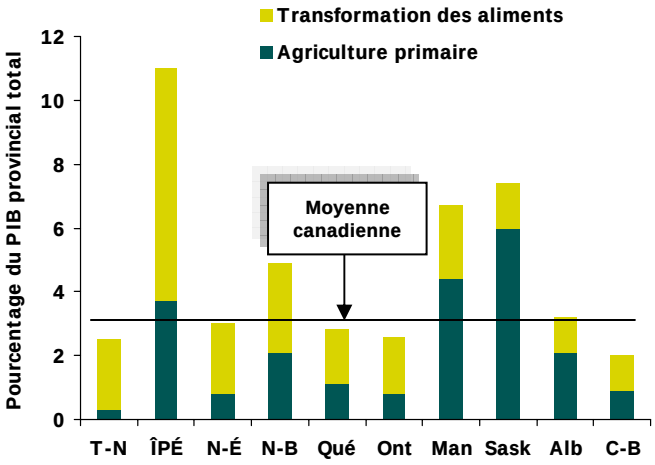
*FBBT est la transformation des boissons et du tabac.

Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0017, calculs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC).

L’importance économique du secteur de l’agriculture et de l’agroalimentaire varie selon la province

- L’importance économique relative du secteur de l’agriculture et de l’agroalimentaire varie selon la province. Par exemple, le PIB provenant de l’agriculture et de l’agroalimentaire représente un pourcentage plus élevé de l’économie provinciale à l’Île-du-Prince-Édouard (10,9 %) et en Saskatchewan (7,4 %), mais un pourcentage moindre en Colombie-Britannique (2,0 %) et à Terre-Neuve (2,5 %).

Tableau A3
Apport du secteur de l’agriculture et de l’agroalimentaire au PIB provincial (2004)



Remarque : Exclut la transformation des boissons et du tabac.
Source : Statistique Canada.

Les segments en aval du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont connu une croissance rapide

- L'apport total au PIB du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a augmenté de 1991 à 2004, passant de 63 milliards à 85 milliards de dollars, lorsqu'on le mesure en chiffres réels (en dollars constants de 1997).

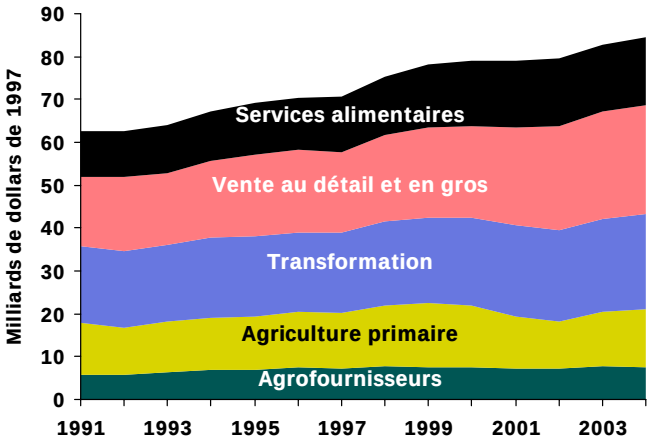
- Cette hausse est attribuable aux augmentations de la valeur de production dans l'ensemble du secteur de la chaîne de valeur.

- L'apport de l'agriculture primaire au PIB a légèrement diminué en 2001 et en 2002 en raison de l'importante sécheresse dans les Prairies. L'apport de la transformation des aliments au PIB a baissé en 2003, en raison de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et de l'augmentation du taux de change.

- Les secteurs de la vente au détail et en gros et des services alimentaires ont connu une croissance économique annuelle moyenne de 4,2 % et de 3,3 % respectivement entre 1991 et 2004.

- Les fournisseurs de services ainsi que les agrofournisseurs et le secteur de la transformation ont également connu une croissance économique, quoique plus lente, de 2,3 % et 2,4 % respectivement, entre 1991 et 2004.

Tableau A4
Apport du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au PIB



Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 379-0017 et calculs d'AAC.

Le secteur agricole et agroalimentaire du Canada est très orienté vers le commerce

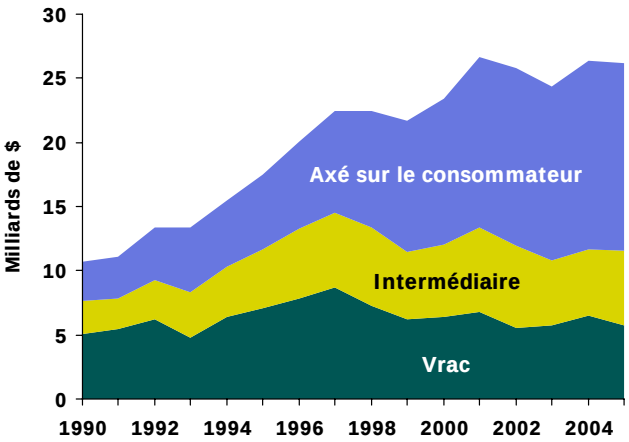
- Le secteur est devenu de plus en plus axé sur le consommateur, ce qui a entraîné une forte croissance des ventes à l'exportation des produits à valeur ajoutée, qui comprennent les exportations axées sur le consommateur et intermédiaires.

- La part du total des ventes à l'exportation qu'occupent les produits à valeur ajoutée est passée de 52 % en 1990 à environ 80 % en 2005.

- L'industrie canadienne de traitement des boissons et des aliments est de plus en plus axée sur l'exportation depuis le milieu des années 1990, contribuant ainsi à la croissance des exportations à valeur ajoutée.

- Les accords commerciaux ont contribué à une croissance des exportations.
  - L'Accord commercial Canada-États-Unis (ACCEU) signé en 1988 a permis d'instaurer des mesures initiales destinées à réduire les tarifs douaniers et les obstacles au commerce.
  - L'Accord du Cycle d'Uruguay de 1993 de l'OMC a instauré d'autres mesures afin d'ouvrir les marchés et de réduire les droits tarifaires et les subventions.
  - L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) signé en 1994 a élargi l'accord commercial entre le Canada et les États-Unis en intégrant le Mexique.

Tableau A5
Ventes à l'exportation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire



Source : Statistique Canada, Base de données sur le commerce international de marchandises et calculs d'AAC.

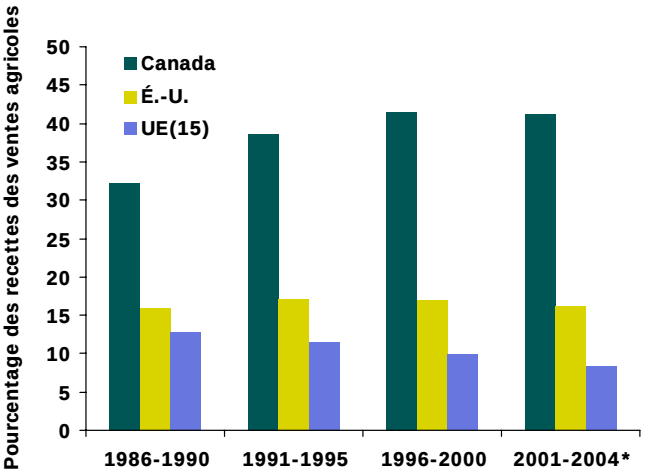
Une proportion importante des recettes agricoles provient des revenus à l'exportation

- Le ratio entre les ventes à l'exportation et les recettes agricoles a toujours été plus élevé au Canada qu'aux États-Unis ou au sein de l'Union européenne (15).

- Au fil du temps, cette part a augmenté au Canada, mais est demeurée relativement stable aux États-Unis et au sein de l'Union européenne (15), ce qui met l'accent sur l'importance accrue des échanges commerciaux pour le secteur canadien de l'agriculture.

- L'ESB et l'appréciation du dollar canadien depuis 2003 ont récemment diminué les exportations.

Tableau A6
Coefficient des recettes agricoles à l'exportation au Canada, aux États-Unis et au sein de l'Union européenne(15)



*La moyenne UE(15) est seulement disponible pour 2001-2002.

Source : Statistique Canada, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et calculs d'AAC.

Les exportations en plus sont destinées, dans une large mesure, aux États-Unis et au Mexique

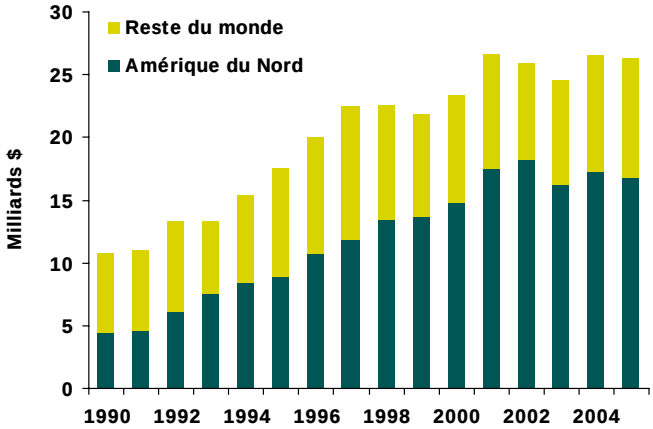
- Les exportations aux États-Unis et au Mexique sont en hausse en raison de l'intégration Nord-Américaine.

- Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires à destination des États-Unis ont triplé; par ailleurs celles qui sont destinées au Mexique se sont multipliées par neuf depuis 1990.

- Le Japon est le 2e marché d'exportation en importance pour le Canada après les États-Unis : il reçoit 10 % du total des exportations de produits agricoles et agroalimentaires.

- Les exportations à destination des États-Unis représentaient 60 % des ventes totales de produits agricoles et agroalimentaires du Canada en 2005. Cette dépendance accrue vis-à-vis le marché d'exportation des États-Unis rend le Canada plus vulnérable aux mesures commerciales et aux fluctuations du taux de change.

Tableau A7
Exportations agricoles et agroalimentaires vers l'Amérique du Nord et le reste du monde



Source : Statistique Canada, Base de données sur le commerce international de marchandises et calculs d'AAC.

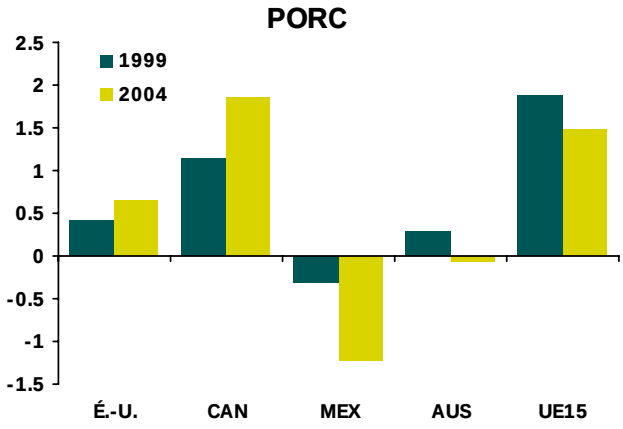
Le secteur a accru sa compétitivité et sa part du marché des exportations mondiales en ce qui a trait à certains grands produits

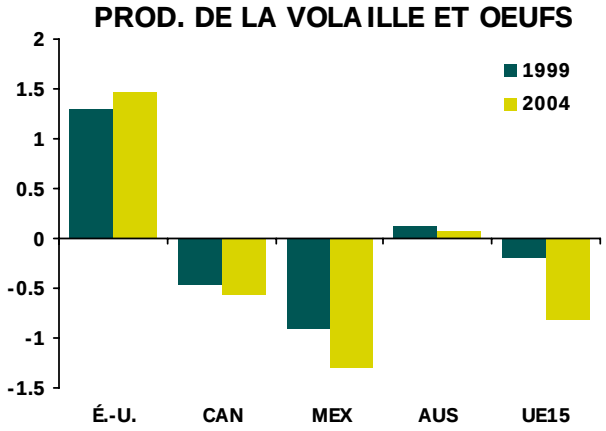
- Le secteur de la production du porc au Canada est très concurrentiel, et, depuis quelques années, le pays a étendu sensiblement ses marchés d'exportation en plus d'augmenter son avantage comparatif.

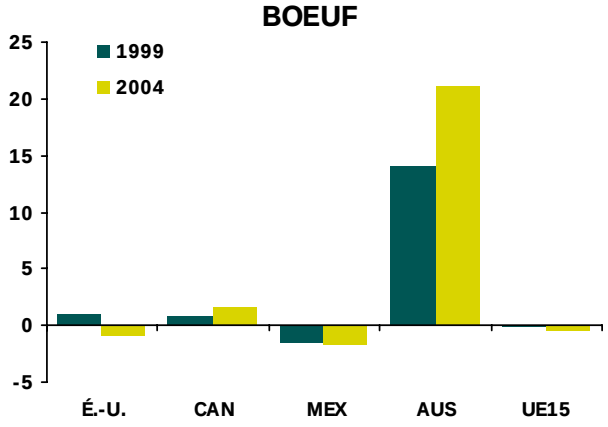
- Les secteurs du bœuf et de la mouture du grain ont également augmenté leur avantage comparatif relatif depuis 1999.

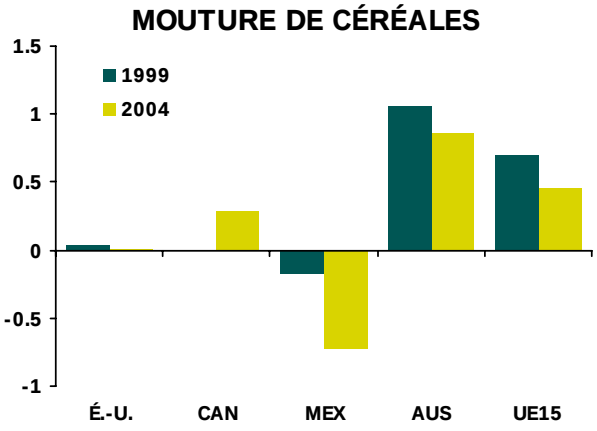
- L'avantage comparatif de l'industrie bovine aurait pu être plus important sans la flambée d'ESB étant donné que les exportations ont été restreintes par la fermeture de la frontière américaine.

Tableau A8
Avantage comparatif relatif* (ACR)
pour certains produits









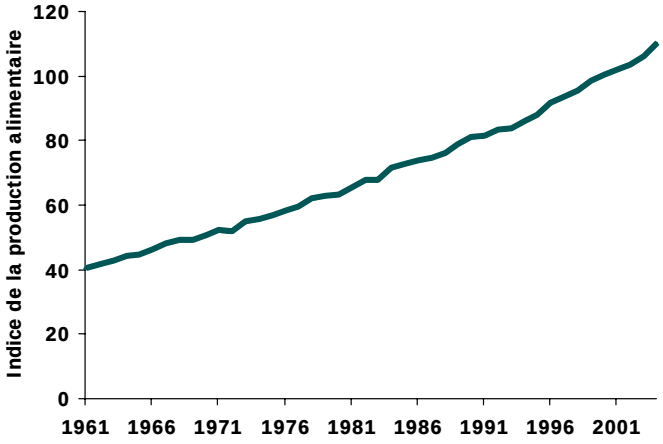
* L'ACR d'un produit donné représente une partie du marché mondial du pays par rapport à la partie de tous les biens échangeables.

Source : Calculs d'AAC à partir de Global Trade Atlas.

L'augmentation de la production et les progrès technologiques ont contribué à soutenir la croissance de la production agricole dans le monde et à diminuer à long terme le prix réel des denrées agricoles

- L'indice de la production agricole mondiale a augmenté d'environ 80 % au cours des vingt dernières années.

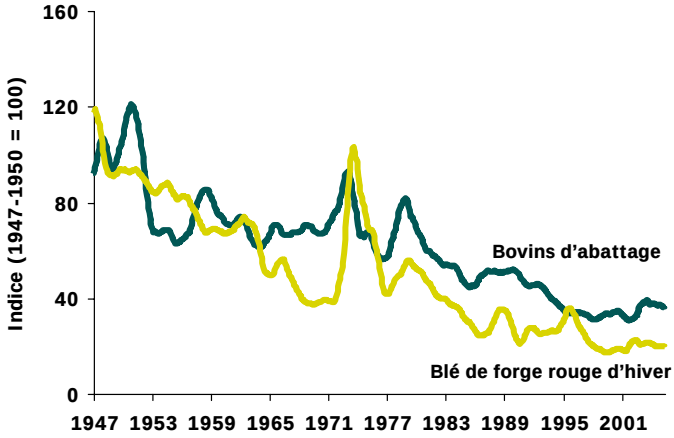
Tableau A9
Indice de la production agricole mondiale, monde entier
(moyenne pour 1999 à 2001=100)



Source : FAO, Base de données FAOSTAT.

- Une tendance à la baisse du prix réel des produits (1947-1950 = 100) a été observée pour la plupart des produits.

Tableau A10
Indice du prix du blé de forge rouge d'hiver et bovins d'abattage



Source : U.S. Bureau of Labor Statistics et calculs d'AAC.

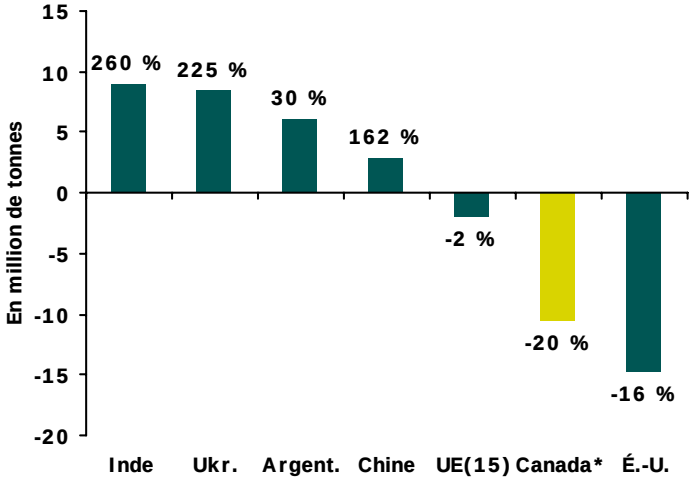
Les exportations provenant des nouveaux producteurs produisant à faibles coûts continuent d'augmenter

- Les exportateurs produisant à faible coût sont en émergence et ont commencé à prendre la place des pays développés comme le Canada, les États-Unis et l'Union européenne(15) sur leurs marchés traditionnels d'exportation.

- Par exemple, les exportations canadiennes de blé et de farine ont connu une baisse de 20 % de 1995 à 1997 et de 2001 à 2003, alors que la plupart des nouvelles économies ont connu une hausse importante de leurs exportations.

- La sécheresse de 2001 et 2002, dans l'Ouest canadien, a contribué à la diminution de la production et des exportations de blé du Canada.

Tableau A11
Croissance des exportations de blé et de farine, (1995-1997 à 2001-2003)



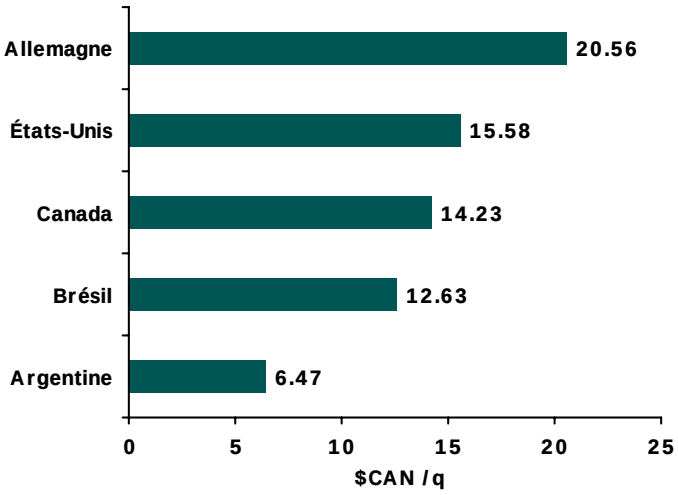
* Au Canada, la production de blé a diminué de 24 % de 1995 à 1997 et de 2001-2003 en raison de la sécheresse.

Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 002-0022, Conference Board du Canada et calculs d'AAC.

- De nombreux pays en développement, comme le Brésil et l'Argentine, constituent des producteurs produisant à faible coût et une nouvelle source de concurrence pour les producteurs agricoles du Canada.

- Par exemple, le coût unitaire de production du soja en Argentine est 50% de moins que le coût de production du canola au Canada.

Tableau A12
Coûts de production des oléagineux au Brésil, en Argentine, au Canada, aux États-Unis et en Allemagne (2001) (Équivalents du colza)

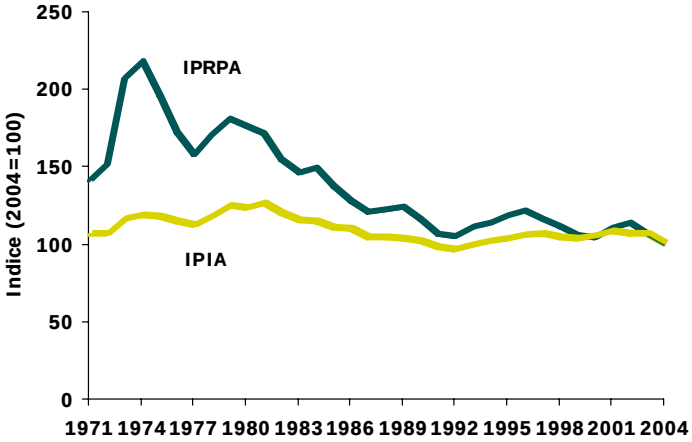


Source : IFCN Allemagne.

Alors que le prix réel des produits continue de baisser, le prix réel des intrants demeure relativement stable

- En termes réels (dollars constants de 2004), le prix des produits agricoles est à la baisse alors que le prix des intrants agricoles se maintient, ce qui entraîne un resserrement des marges de profit.
- L'augmentation du prix de l'énergie en 2005 a entraîné des pressions accrues sur le prix des intrants.

Tableau A13
Indice des prix réels des produits agricoles (IPRPA) et indice des prix des intrants agricoles (IPIA)*



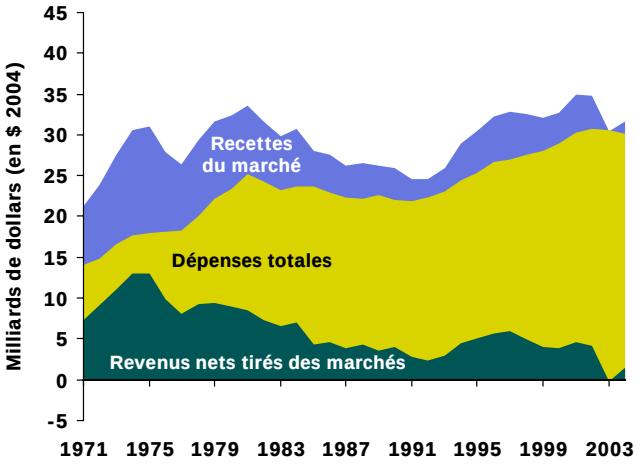
*L'IPIPA et l'IPIA sont normalisés à l'aide du déflateur du PIB.

Remarque : Les données ne tiennent pas compte des récentes augmentations des prix du pétrole.

Sources : Statistique Canada, Conference Board du Canada et données d'AAC.

- Même si les recettes du marché continuent d'augmenter (en chiffres absolus et en dollars constants de 2004) grâce à une augmentation de la production, les dépenses agricoles totales, elles, augmentent à un rythme plus rapide, ce qui crée une tendance à la baisse des revenus nets tirés des marchés.

Tableau A14
Revenus nets tirés des marchés et dépenses



* Les revenus nets tirés des marchés correspondent aux recettes du marché, moins les dépenses totales. Annulés par le PIB.

Sources : Statistique Canada, tableaux CANSIM 002-0001, 002-0009 et 002-0005 et calculs d' AAC.

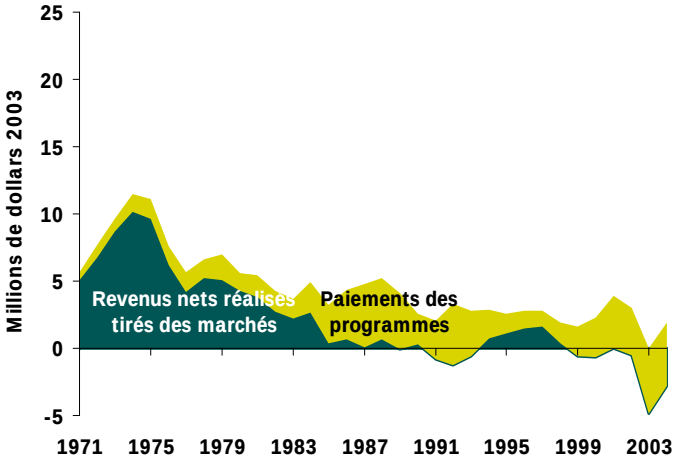
Les revenus nets globaux réels réalisés ont eu tendance à diminuer au fil du temps

- Les revenus nets globaux réels réalisés (en dollars constants de 2003), qui comptent dans la dépréciation, ont diminué depuis le début des années 70.

- Les revenus agricoles nets réalisés ont continué de diminuer même si les paiements de programme ont augmenté de façon importante depuis le milieu des années 80.

- La comparaison avec le début des années 70, quand les marchés des produits étaient déstabilisés par des chocs inhabituels (p. ex. l'achat de grains important et inattendu de la Russie) exagère le déclin à long terme.

Tableau A15
Revenus agricoles nets globaux réels réalisés* au Canada



*Annulés par le PIB (en dollars constants de 2002).

Source : Statistique Canada, tableaux CANSIM 002-0001, 002-0009 et 002-0005 et calculs d' AAC.

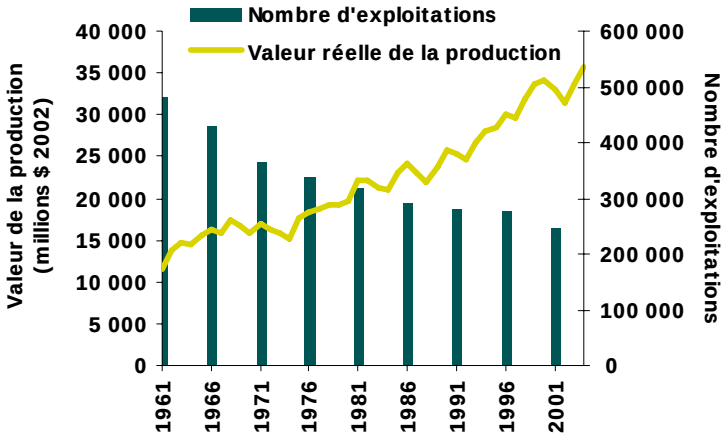
La combinaison de ces facteurs a créé un besoin pressant d'ajustement structurel

- Les progrès technologiques mènent vers l'accroissement d'économies d'échelle et la taille des fermes. Cela permet donc, au fil du temps, à un plus petit nombre d'exploitations plus grandes d'augmenter leur production.

- Le nombre d'exploitations agricoles au Canada est passé de 500 000 en 1961 à environ 250 000 en 2001 alors que la taille moyenne des fermes est passée d'environ 359 acres en 1961 à 676 acres en 2001.

- La valeur de la production en chiffres absolus (en dollars constants de 2002) a aussi augmenté, passant d'environ 12 milliards de dollars en 1961 à environ 35 milliards en 2001.

Tableau A16
Valeur réelle de la production agricole*
et nombre d'exploitations



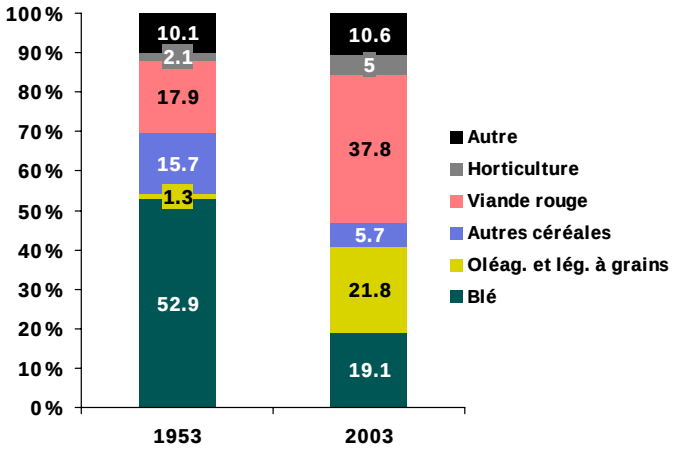
*La valeur de la production correspond aux encaissements, y compris les paiements de programme et les revenus en nature.

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture et Statistiques économiques agricoles.

Et a contribué à une modification importante de la gamme de production du secteur de l'agriculture primaire, particulièrement dans les Prairies

- La gamme de production a subi une modification importante au cours des cinquante dernières années, particulièrement dans les Prairies.
- De 1953 à 2005, l'importance de la viande rouge, des oléagineux et des produits d'horticulture a crû à mesure que le secteur s'est diversifié.

Tableau A17
Part des encaissements, provinces des Prairies



Sources : Statistique Canada, Tableaux CANSIM 002-0014 et 002-0001 et calculs d' AAC.

Les élevages porcins illustrent parfaitement la transformation qui s'opère vers des exploitations plus grandes et très spécialisées

- Les élevages porcins sont le parfait exemple d'une industrie transformée par le progrès technologique et l'augmentation de la production.

- Le nombre d'élevages de porcs a diminué entre 1971 et 2001, passant de 122 000 à 16 000. Parallèlement, la taille moyenne des exploitations (nombre de porcs par élevage) a augmenté, passant de 66 à 902 bêtes par ferme.

- La spécialisation a également entraîné des transformations dans le domaine de l'élevage porcin. En effet, les producteurs de porcs sont de plus en plus spécialisés et passent de l'élevage mixte à l'élevage spécialisé dans la mise-bas, l'engraissage ou les opérations de finissage.

- La prestation extérieure des services et l'intégration verticale d'un bout à l'autre de la chaîne d'approvisionnement ont entraîné une importante modification des relations entre les producteurs de porcs et le reste de la chaîne de production au cours de cette période.

Tableau A18
Transformation des élevages porcins

	1971	2001
Nbre d'exploit. (en milliers)	122,5	15,5
Taille de l'exploitation (Nb de porcs par élevage)	66	902
Taille du troupeau global (en millions)	8,1	14,0
Modèle d'entreprise	Fermes mixtes (de la mise-bas au porc adulte)	Fermes spéciali-sées dans la mise-bas, l'en-graissage ou les opérations de finissage
Intégration verticale	Plus de 90 % sur le marché au comptant	Plus de 90 % à contrat

Sources : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture et données d'AAC.

- Le secteur de la production laitière a connu une transformation similaire en ce qui concerne le nombre d'exploitations.

- Comme les vaches laitières produisent beaucoup plus qu'auparavant, le cheptel a été réduit de moitié.

- La production laitière est limitée par le système de quota et par les restrictions en matière d'exportation.

Tableau A19
Transformation des élevages laitiers

	1971	2001
Nombre d'exploitations (en milliers)	145,3	21,9
Taille des exploitations (nombre de bêtes par ferme)	16	48
Taille de l'ensemble du cheptel (en millions)	2.2	1.1

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture.

Section B

Écarts entre les exploitations familiales agricoles au chapitre du rendement et des stratégies commerciales

Résumé

- Le revenu agricole global réel (en dollars constants de 2003) est à la baisse, alors que le rendement des exploitations agricoles et des familles agricoles de différentes tailles varie.
- On constate des écarts au chapitre du rendement économique et des stratégies commerciales selon le revenu agricole, le revenu hors ferme et les paiements de programme par type d'exploitation.
- La typologie des exploitations agricoles nous permet d'analyser les écarts de rendement entre des exploitations d'une même catégorie.
- Le nombre d'exploitations agricoles dont le revenu est de 250 000 $ ou plus a augmenté de façon significative depuis trente ans.
- On retrouve moins d'exploitations de retraités et d'exploitations à faible revenu parmi les exploitations ayant les revenus les plus élevés.
- Les fermes d'agrément et les fermes à faible revenu accusent un déficit au chapitre des ventes nettes de produits agricoles, parce que leurs dépenses sont supérieures à leurs revenus.
- Les exploitations agricoles familiales diversifient leurs sources de revenu à des degrés divers : le revenu hors ferme est plus important pour les fermes de retraités et les fermes d'agrément.
- Une proportion élevée de fermes familiales réalisent des profits chaque année.
- Le rendement des fermes qui présentent des caractéristiques semblables varie en fonction de la région, de la taille et du type d'exploitation.
- Le rendement financier des exploitations agricoles varie non seulement en termes de revenu mais également en termes d'investissements, de valeur nette et de vulnérabilité financière.

Section B1

Taille et rendement des fermes

Principaux points

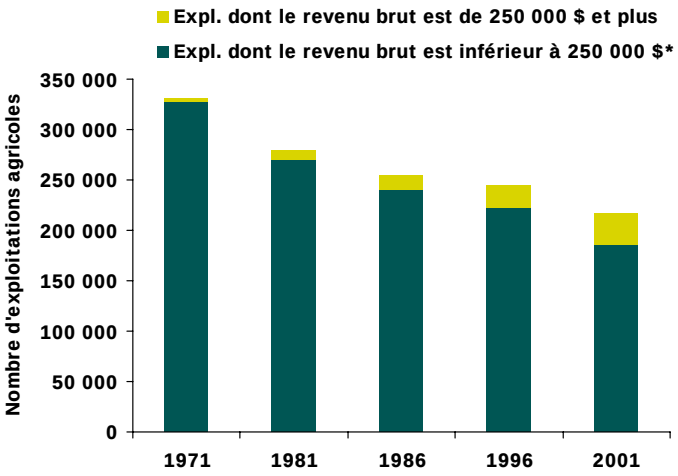
- Le nombre global de fermes est à la baisse, mais le nombre de fermes ayant des revenus bruts de 250 000 $ et plus est à la hausse.
- Les recettes monétaires nettes globales réelles sont à la baisse depuis 30 ans.
- Les exploitations agricoles ayant des revenus bruts de 250 000 $ et plus ont un revenu d'exploitation net à la hausse, alors que les exploitations ayant des revenus bruts de moins de 250 000 $ ont un revenu d'exploitation net à la baisse.
- Les exploitations agricoles ayant des revenus bruts de 250 000 $ et plus représentent à peine plus de 14 % de l'ensemble des exploitations agricoles, mais environ 64 % de la production totale et plus de 80 % des revenus d'exploitation nets.
- Les familles exploitant de très petites fermes ayant des revenus bruts inférieurs à 10 000 $ sont entièrement dépendantes de leurs revenus hors ferme et les familles qui exploitent des fermes dont le revenu brut se situe entre 10 000 $ et 249 999 $ dépendent dans une large mesure de leurs revenus hors ferme.
- Les chiffres susmentionnés dressent un tableau général des exploitations agricoles canadiennes moyennes; le groupe de travail est conscient qu'il existe des écarts importants entre les divers secteurs agricoles et les provinces.

Le nombre d'exploitations agricoles dont le revenu brut est de 250 000 $ ou plus a considérablement augmenté depuis trente ans

- Le nombre total d'exploitations agricoles dont le revenu brut est inférieur à 250 000 $ a continué de diminuer, mais le nombre d'exploitations dont le revenu brut est de 250 000 $ et plus a augmenté, passant de moins de 5 000 (1,3 %) en 1971, à plus de 30 000 (14 %) en 2001.

- Les exploitations dont le revenu brut est inférieur à 250 000 $ ont diminué, passant de plus de 300 000 à moins de 200 000 au cours de la même période.

Tableau B1.1
Nombre d'exploitations agricoles au Canada



* En dollars 2000 constants.

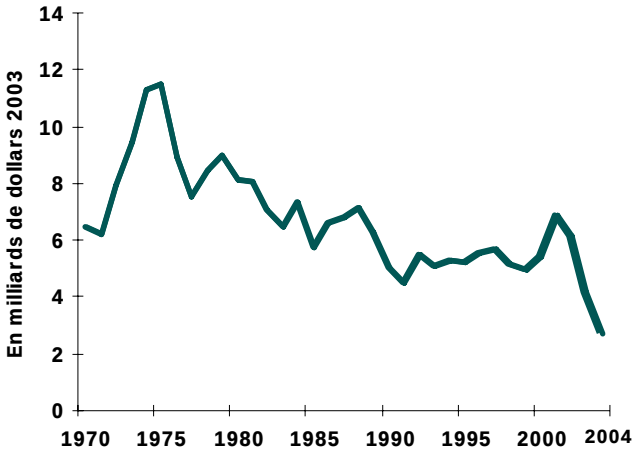
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture.

Le revenu net comptant total réel est à la baisse, alors que le rendement des exploitations agricoles et des familles agricoles de différentes tailles varie

- La tendance à la baisse du revenu agricole global (en dollars constants de 2003) reflète l'évolution des conditions du marché.

- Le revenu agricole global réel net masque les différences de rendement des exploitations agricoles et constitue un indicateur peu fiable de la situation de leur revenu agricole par rapport aux autres exploitations de même taille et l'ensemble des exploitations.

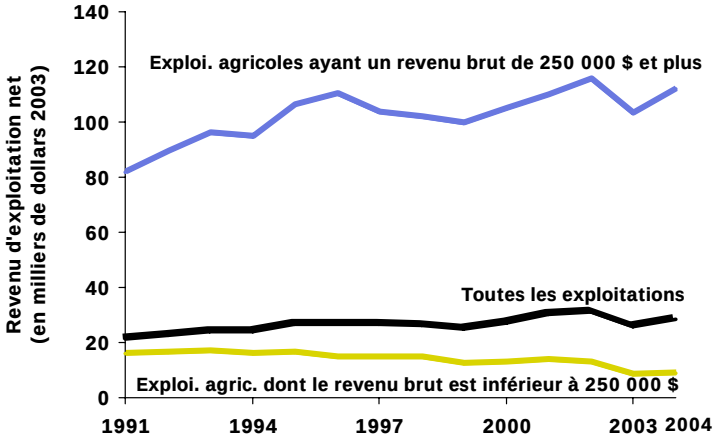
Tableau B1.2
Revenu net comptant total réel



Source : Statistique Canada et Statistiques économiques agricoles.

- Pour ce qui est des exploitations dont les revenus bruts sont élevés, le revenu d'exploitation net moyen réel (en dollars constants de 2003) se situe au-delà de la moyenne et il est en hausse, alors que dans le cas des petites exploitations agricoles, le revenu d'exploitation net moyen réel est inférieur à la moyenne et il est à la baisse.

Tableau B1.3
Revenu d'exploitation net par exploitation agricole



Source: Statistique Canada, Base de données complète sur les exploitations agricoles.

On constate des différences parmi les exploitations agricoles et les familles agricoles au chapitre de la stratégie commerciale et du rendement économique selon la taille de l'exploitation

- Les exploitations agricoles dont le revenu brut est de 250 000 $ ou plus représentaient 14 % des exploitations, mais 64 % de la production en 2002.

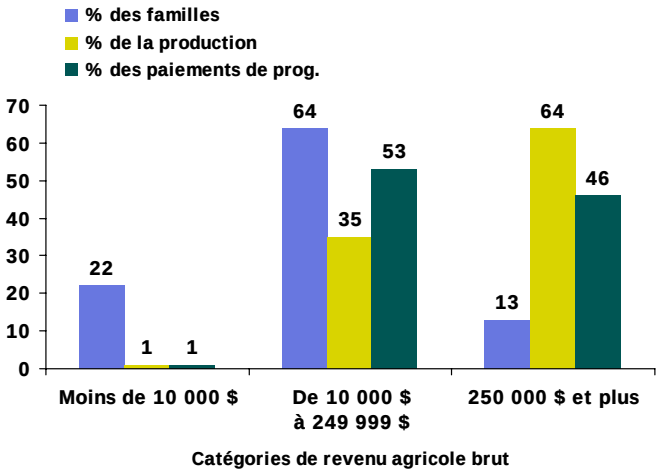
- Les exploitations agricoles dont le revenu brut est inférieur à 250 000 $ représentaient 86 % des familles agricoles, mais seulement un tiers de la production.

- On constate des écarts au chapitre du rendement économique et des stratégies commerciales selon le revenu agricole net, le revenu hors ferme et le montant des paiements de programme par catégorie de revenu.

- La grande partie des revenus des grandes exploitations agricoles (250 000 $ et plus) provient des ventes agricoles; les revenus hors ferme ne représentent qu'une proportion relativement petite du total des revenus. Ce groupe a reçu, par exploitation, les sommes les plus importantes sous forme de paiements de programme.

- Les exploitations agricoles dont le revenu se situe entre 10 000 $ et 249 999 $ dépendent en moyenne beaucoup plus des revenus hors ferme.

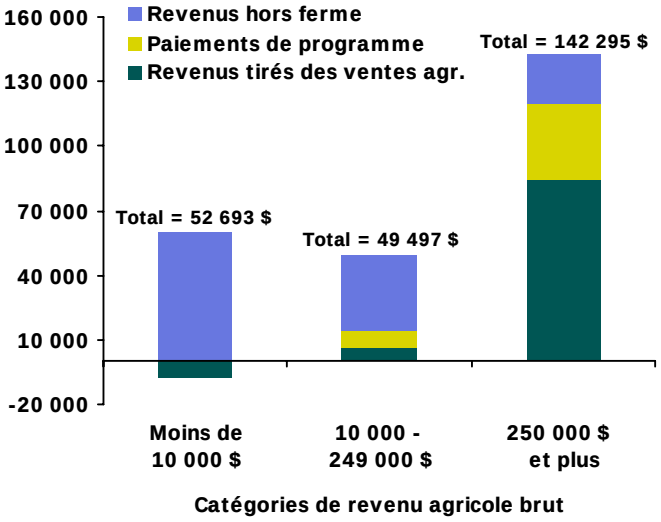
Tableau B1.4
Répartition des familles agricoles et de la production (2000 et 2002*)



* Les données de 2000 sont utilisées pour les revenus inférieurs à 10 000 $ et les données de 2002 sont utilisées pour les revenus de 10 000 $ et plus.

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Tableau B1.5
Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu (2000-2002)



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les exploitations agricoles ayant des revenus bruts inférieurs à 10 000 $ représentent moins de 1 % de la production agricole au Canada

- Le pourcentage de fermes dont les revenus sont inférieurs à 10 000 $ diminue depuis 1971. La Colombie-Britannique est la province qui a déclaré la diminution la moins sensible entre 1971 et 2001.
- La principale motivation de ces exploitations agricoles n'est pas la rentabilité mais plutôt d'autres raisons, notamment le mode de vie.
- Le reste du rapport met l'accent uniquement sur les exploitations agricoles ayant des revenus bruts de 10 000 $ et plus.

Tableau B1.6

EXPLOITATIONS AGRICOLES AYANT DES REVENUS BRUTS TOTAUX INFÉRIEURS À 10 000 $						
	1971			2001		
	Nombre de fermes	% des fermes	% de la production	Nombre de fermes	% des fermes	% de la production
T.-N.-L.	788	76	5,78	287	45	1,09
Î.-P.-É.	2 035	45	6,34	355	19	0,40
N.-É.	3 681	61	6,11	1 551	40	1,32
N.-B.	3 120	57	6,57	1 186	39	1,03
Qc.	23 343	38	5,08	5 302	16	0,38
Ont.	32 906	35	2,65	15 370	26	0,79
Man.	11 396	33	4,47	3 745	18	0,46
Sask.	18 082	23	4,24	6 194	12	0,51
Alb.	18 851	30	2,85	10 089	19	0,45
C.-B.	10 534	57	4,43	10 087	50	1,69
CANADA	124 736	34	3,64	54 166	22	0,62

*En dollars constants de 2000.
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture.

Ce sont essentiellement quelques très grandes fermes qui génèrent la majeure partie du revenu d'exploitation net agricole

- En 2004, les fermes dont les revenus se situent entre 10 000 $ et 249 999 $ représentaient 15,7 % du revenu net et 41,7 % des paiements de programme.
- Les exploitations agricoles générant des revenus de 250 000 $ et plus représentaient 23,2 % des fermes, 84,2 % du revenu net et 58,3 % des paiements de programme.
- D'après la ventilation de la catégorie de revenu plus élevé, les fermes qui génèrent des revenus bruts de 1 000 000 $ et plus représentaient seulement 3,2 % des exploitations agricoles, 35,2 % du revenu d'exploitation net et 20,2 % des paiements de programme.

Tableau B1.7

CONTRIBUTION DU REVENU NET COMPTANT ET DES VENTES DES FERMES, PAR CATÉGORIE DE REVENUS, 2004

Catégorie de revenus bruts	Nombre de fermes	% des fermes	% du revenu d'expl. net	% du revenu brut	% des paiements
10 000 $ à 250 000 $	121 887	76,8	15,7	26,7	41,7
250 000 $ à 499 999 $	21 700	13,7	26,2	20,8	22,3
500 000 $ à 999 999 $	9 975	6,3	22,8	18,8	15,8
1 000 000 $ à 1 999 999 $	3 333	2,1	14,7	12,4	8,8
2 000 000 $ et plus	1 770	1,1	20,5	21,3	11,4

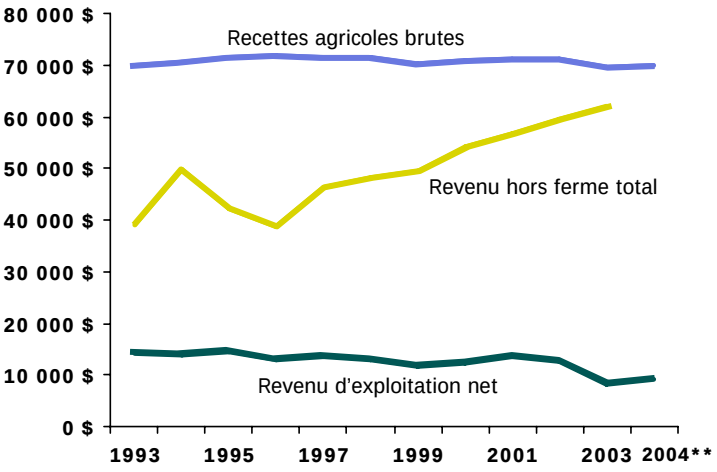
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

Avec le temps, le revenu hors ferme a gagné en importance pour les petites fermes

- Le revenu d'exploitation net des exploitations agricoles comprises dans le groupes de revenu allant de 10 000 $ à 249 000 $ a diminué : il est passé de 14 000 $ par exploitation en 1993, à 9 000 $ en 2004.

- Entre-temps, le revenu hors ferme a augmenté de 40 % : il est passé de 39 000 $ en 1993 à 62 000 $ en 2003.

Tableau B1.8
Revenu agricole et hors ferme pour les petites exploitations*, Canada



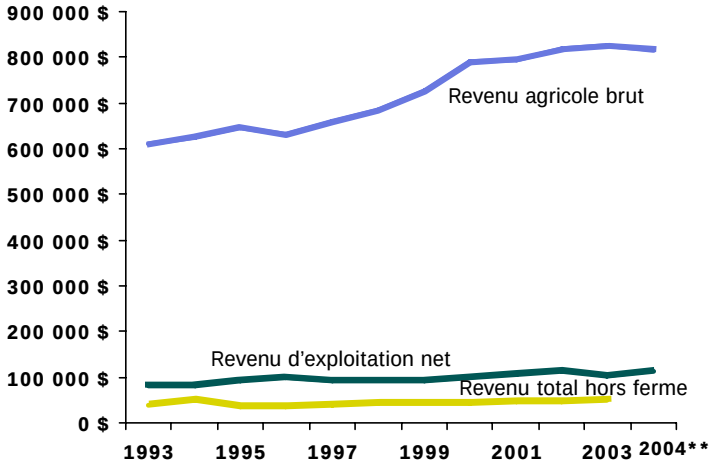
* Les petites fermes sont celles dont les recettes se situent entre 10 000 $ et 249 000 $.
** Résultats préliminaires.

Source: Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles.

- Les fermes générant des revenus de 250 000 $ et plus ont enregistré une augmentation de 34 % de leurs recettes agricoles brutes entre 1993 et 2004.

- Durant la même période, le revenu d'exploitation net a augmenté de 37 %, passant de 81 000 $ en 1993 à 112 000 $, alors que le revenu hors ferme est passé de 38 000 $ à 49 000 $.

Tableau B1.9
Revenu agricole et revenu hors ferme pour les grandes exploitations agricoles*, Canada



* Les grandes fermes sont celles dont les revenus bruts atteignent 250 000 $ et plus.
** Résultats préliminaires.

Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles.

Section B2

Typologie et rendement

Principaux points

- La typologie des exploitations agricoles nous permet de mieux comprendre les différences en ce qui a trait au rendement et aux stratégies commerciales selon la taille et les objectifs de l'exploitation.

- En 2004, les fermes d'agrément et les fermes de retraité représentaient 15 % et 22 % des fermes respectivement, dans la catégorie des revenus bruts de 10 000 $ à 249 999 $.

- En 2004, les exploitations agricoles à faible revenu représentaient 29 % des exploitations agricoles ayant un revenu brut se situant entre 10 000 $ et 249 999 $ et 15 % des exploitations agricoles ayant un revenu brut de 250 000 $ et plus.

- La majeure partie des exploitations agricoles ont une vocation commerciale.

- Les fermes de retraite ont un revenu d'exploitation net positif, alors que les fermes d'agrément et les fermes à faible revenu ont déclaré des pertes en 2004.

- Quelle que soit la taille de l'exploitation agricole, les familles agricoles ont tendance à diversifier leurs sources de revenu grâce à des revenus hors ferme, aux salaires et traitements payés à des membres de la famille et aux paiements gouvernementaux.

La typologie des exploitations agricoles nous permet d'analyser les écarts en ce qui a trait au rendement et aux stratégies commerciales des exploitations faisant partie d'une même catégorie de revenu

- Une analyse détaillée des exploitations agricoles faisant partie d'une même catégorie de revenu permet de mieux comprendre les différences en ce qui a trait au rendement et aux stratégies commerciales.

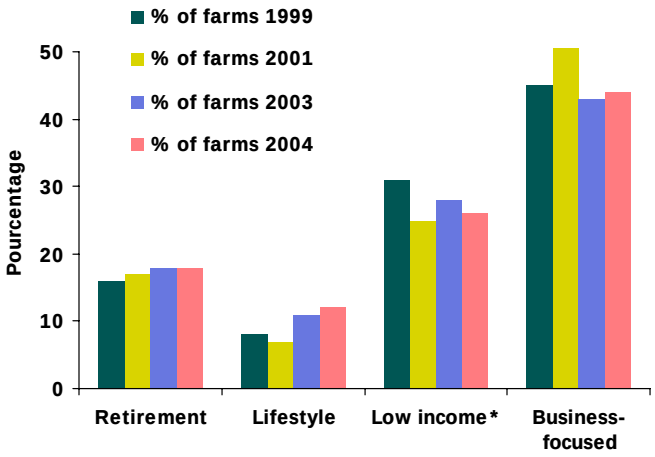
Tableau B2.1

		TYPOLOGIE	DÉFINITIONS
De 10 000 $ à 249 999 $		**De retraite (petite)**	Exploitations familiales agricoles (revenus brut se situant entre 10 000 $ et 249 999 $). L'exploitant le plus âgé a 60 ans ou plus et touche un revenu de pension. Aucun enfant ne participe aux activités quotidiennes de l'exploitation agricole
		Agrément	Petites exploitations familiales agricoles (revenus bruts se situant entre 10 000 $ et 49 999 $) et revenu hors ferme de 50 000 $ et plus
	Exploitation commerciale	**Petite**	Revenus agricoles bruts se situaient entre 10 000 $ et 49 999 $ et revenu familial total de 35 000 $ et plus
		Moyenne	Revenus agricoles bruts se situaient entre 50 000 $ et 99 999 $ et revenu familial total de 35 000 $ et plus
		Grande	Revenus agricoles bruts se situaient entre 100 000 $ et 249 999 $ et revenu familial total de 35 000 $ et plus
		À faible revenu (petite)	Revenu familial total inférieur à 35 000 $ (à l'exclusion des fermes de retraités et des fermes d'agrément)
250 000 $ et plus		**De retraite (grande)**	Identique à ci-dessus, mais avec un revenu brut de 250 000 $ et plus L'exploitant le plus âgé a 60 ans ou plus et touche un revenu de pension. Aucun enfant ne participe aux activités quotidiennes de l'exploitation agricole
	Exploitation commerciale	**Plus grande**	Revenus agricoles bruts se situant entre 250 000 $ et 499 999 $ et revenu familial total de 35 000 $ et plus
		Très grande	Revenus agricoles bruts de 500 000 $ et plus
		À faible revenu (grande)	Revenu familial total inférieur à 35 000 $ (à l'exclusion des fermes de retraités)

Répartition des exploitations agricoles selon la typologie

- L'enquête financière sur les fermes (EFF), qui sert de source des données concernant la typologie des exploitations agricoles, couvre les fermes dont le revenu est de 10 000 $ et plus.
- La répartition des exploitations agricoles selon la typologie est demeurée sensiblement la même entre 1999 et 2004.
- Le pourcentage le plus élevé d'exploitations agricoles demeure les exploitations commerciales. Elles sont suivies des exploitations à faible revenu.

Tableau B2.2
Répartition des exploitations agricoles selon la typologie au Canada

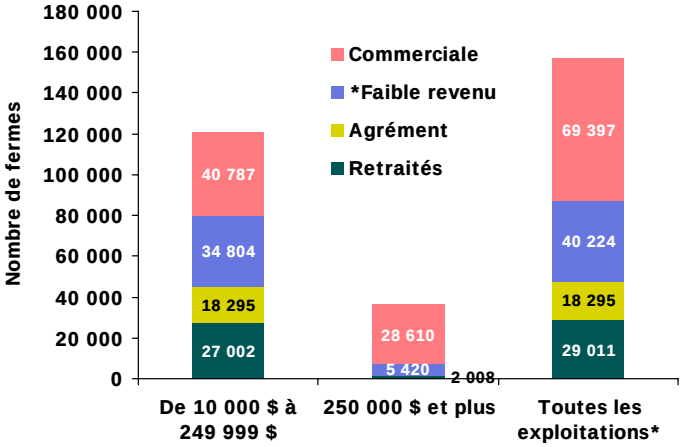


* Les fermes (sauf les fermes de retraités et d'agrément) ayant un revenu familial agricole est inférieur à 35 000 $.

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes et données d'AAC.

- Parmi les exploitations dont les ventes sont moins élevées (revenus bruts se situant entre 10 000 $ à 249 999 $), on trouve des exploitations commerciales qui sont relativement rentables (34%). Plus particulièrement, les exploitations commerciales moyennes présentent le revenu familial le plus élevé, toutes catégories confondues.
- On trouve des exploitations de retraités et des exploitations à faible revenu dans les deux catégories, y compris parmi les grandes exploitations.

Tableau B2.3
Répartition des exploitations agricoles selon la typologie et la catégorie de revenu (2004)



* Les fermes (sauf les fermes de retraités et les fermes d'agrément) dont le revenu familial total est inférieur à 35 000 $.

** Toutes les exploitations, à l'exception de celles dont le revenu brut est inférieur à 10 000 $, ainsi que les exploitations huttérites et communautaires.

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes et calculs d'AAC.

Données sur la typologie des exploitations agricoles : 2004

Tableau B2.4 (2004)

Cat. de revenu brut	Typologie	Nombre de fermes	Revenu agricole brut** (A)	Total des dépenses* (B)	Part famil. des paiements du gouv. (C)	Part famil. du revenu marchand net d'expl. (D)	Salaires et traite-ments. (E)	Revenu hors ferme (F)	Rev. famil. agric. total (G=C+D+E+F)
De 10 000 $ à 249 999 $	Retraités (p)	27 002	55 531	51 842	6 616	-3 147	1 743	29 861	35 073
	Agrément	18 295	25 285	33 051	3 201	-10 921	823	90 456	83 559
	Faible revenu* (p)	34 804	79 415	87 970	10 546	-19 072	2 051	13 493	7 018
Exploitation commerciale	Petite	5 462	27 710	20 265	4 259	2 945	868	37 471	45 543
	Moyenne	13 426	71 754	60 251	8 806	2 302	2 404	61 637	75 149
	Grande	21 899	166 241	124 425	17 277	23 300	7 918	40 509	89 004
	Total	120 889	78 430	72 055	9 299	-3 237	2 845	40 121	49 027
250 000 $ et plus	Retraités (g)	2 008	571 522	490 253	41 780	35 664	18 835	29 796	126 076
	Faible revenu* (g)	5 420	624 087	699 955	41 219	-108 560	15 055	13 758	-38 528
Exploitation commerciale	Plus grande	16 403	346 752	262 190	26 387	52 756	18 145	32 298	129 586
	Très grande	12 208	1 156 516	934 843	51 705	137 146	46 318	24 007	259 177
	Total	36 039	675 290	568 593	38 052	56 129	27 262	26 562	148 005

* Les exploitations agricoles à faible revenu comprennent celles dont le revenu familial est inférieur à 35 000 $ (à l'exception des fermes de retraite et des fermes d'agrément.

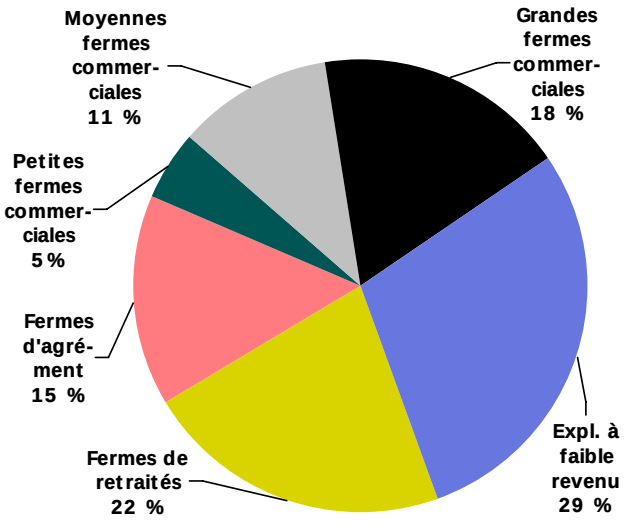
** Le revenu agricole brut comprend les paiements du gouvernement.

*** La part familiale est axée sur le pourcentage de l'exploitation agricole détenue par la famille.

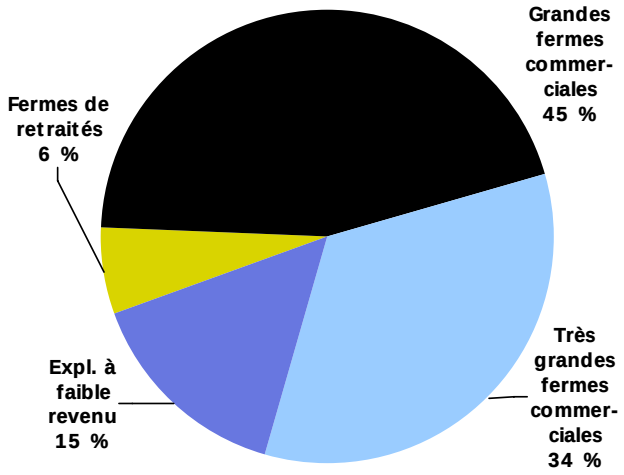
[a] Ne comprennent pas l'amortissement.

Répartition des exploitations agricoles selon la typologie, 2004

De 10 000 $ à 249 999 $



250 000 $ et plus



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

Données sur la typologie des exploitations agricoles : 2003

Tableau B2.4 (2003)

Cat. de revenu brut	Typologie	Nombre de fermes	Revenu agricole brut** (A)	Total des dépenses* (B)	Part famil. des paiements du gouv. (C)	Part famil. du revenu marchand net d'expl. (D)	Salaires et traite-ments. (E)	Revenu hors ferme (F)	Rev. famil. agric. total (G=C+D+E+F)
De 10 000 $ à 249 999 $	Retraités (p)	27 514	53 109	49 025	7 444	-3 405	1 526	30 474	36 040
	Agrément	17 995	23 431	33 272	2 554	-12 175	738	90 359	81 475
	Faible revenu* (p)	38 850	79 543	90 257	9 793	-20 341	1 943	13 292	4 687
Exploitation commerciale	Petite	6 488	28 422	22 739	3 383	2 530	1 039	36 950	43 902
	Moyenne	11 775	72 087	59 945	10 025	2 079	2 522	59 906	74 531
	Grande	23 117	164 744	122 117	18 041	23 264	7 218	34 179	82 703
	Total	125 739	78 057	72 614	9 450	-4 170	2 657	37 507	45 444
250 000 $ et plus	Retraités (g)	1 387	611 252	485 751	45 037	69 614	14 895	33 707	163 254
	Faible revenu* (g)	6 016	700 731	790 325	46 215	-127 220	14 242	12 509	-54 255
Exploitation commerciale	Plus grande	16 653	344 667	264 208	26 745	48 385	16 785	22 139	114 053
	Très grande	11 051	1 179 311	973 053	51 322	127 394	46 775	27 225	252 716
	Total	35 107	678 942	586 248	38 541	44 000	25 714	22 547	130 801

* Les exploitations agricoles à faible revenu comprennent celles dont le revenu familial est inférieur à 35 000 $ (à l'exception des fermes de retraite et des fermes d'agrément.

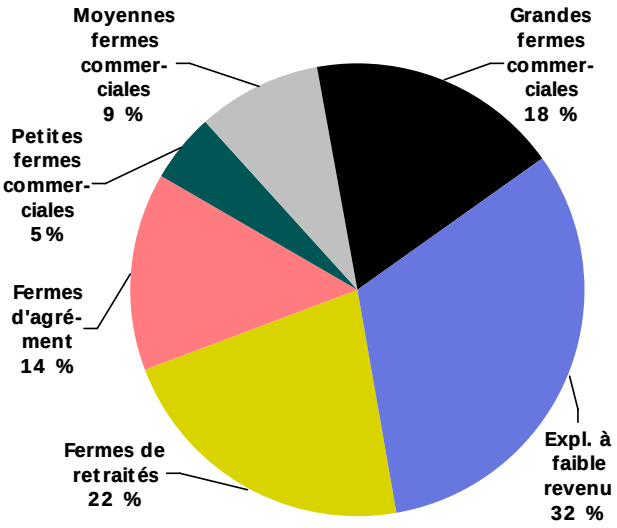
** Le revenu agricole brut comprend les paiements du gouvernement.

*** La part familiale est axée sur le pourcentage de l'exploitation agricole détenue par la famille.

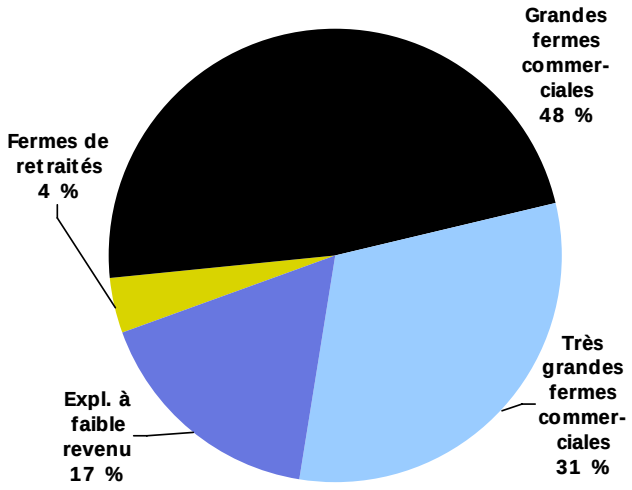
[a] Ne comprennent pas l'amortissement.

Répartition des exploitations agricoles selon la typologie, 2003

De 10 000 $ à 249 999 $



250 000 $ et plus



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

Données sur la typologie des exploitations agricoles : 1999

Tableau B2.4 (1999)

Cat. de revenu brut	Typologie	Nombre de fermes	Revenu agricole brut** (A)	Total des dépenses* (B)	Part famil. des paiements du gouv. (C)	Part famil. du revenu marchand net d'expl. (D)	Salaires et traite-ments. (E)	Revenu hors ferme (F)	Rev. famil. agric. total (G=C+D+E+F)
De 10 000 $ à 249 999 $	Retraités (p)	26 819	53 143	43 541	3 207	6 049	1 575	23 558	34 389
	Agrément	13 601	26 304	27 800	1 390	-2 921	840	85 803	85 112
	Faible revenu* (p)	47 709	77 870	76 083	3 767	-2 735	1 923	10 529	13 485
	Exploitation commerciale: Petite	7 346	28 861	20 967	1 660	5 909	1 430	35 330	44 328
	Exploitation commerciale: Moyenne	14 605	71 065	51 563	4 192	14 728	3 669	40 963	63 552
	Exploitation commerciale: Grande	29 483	162 469	116 091	7 485	34 991	9 902	25 222	77 601
	Total	139 563	82 673	68 109	4 147	9 187	3 593	27 963	44 890
250 000 $ et plus	Retraités (g)	1 109	540 031	441 874	10 263	68 526	15 359	55 515	149 663
	Faible revenu* (g)	4 803	549 297	593 986	16 774	-53 309	12 877	9 770	-13 888
	Exploitation commerciale: Plus grande	15 597	339 845	246 651	14 955	63 869	21 892	17 256	117 972
	Exploitation commerciale: Très grande	9 133	1 161 841	942 187	20 212	137 831	50 447	33 674	242 164
	Total	30 642	624 925	515 474	16 637	67 714	28 754	22 360	135 465

* Les exploitations agricoles à faible revenu comprennent celles dont le revenu familial est inférieur à 35 000 $ (à l'exception des fermes de retraite et des fermes d'agrément.

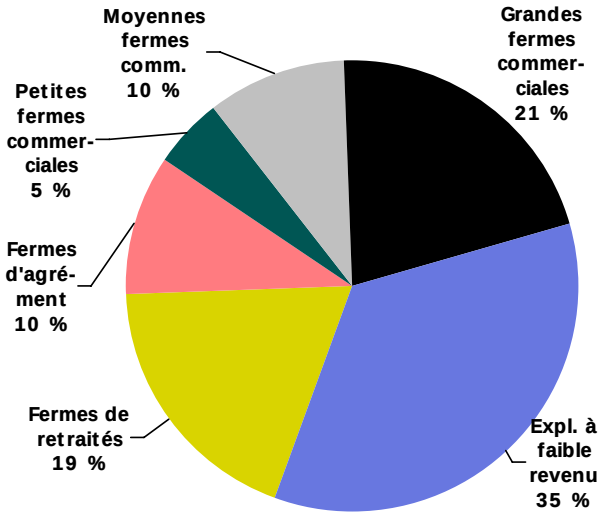
** Le revenu agricole brut comprend les paiements du gouvernement.

*** La part familiale est axée sur le pourcentage de l'exploitation agricole détenue par la famille.

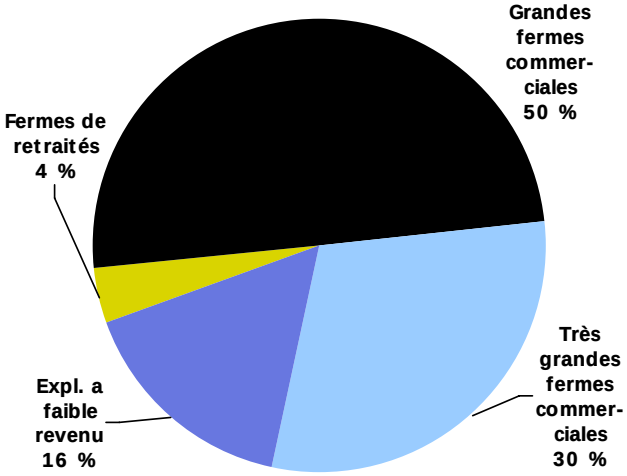
[a] Ne comprennent pas l'amortissement.

Répartition des exploitations agricoles selon la typologie, 1999

De 10 000 $ à 249 999 $



250 000 $ et plus



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

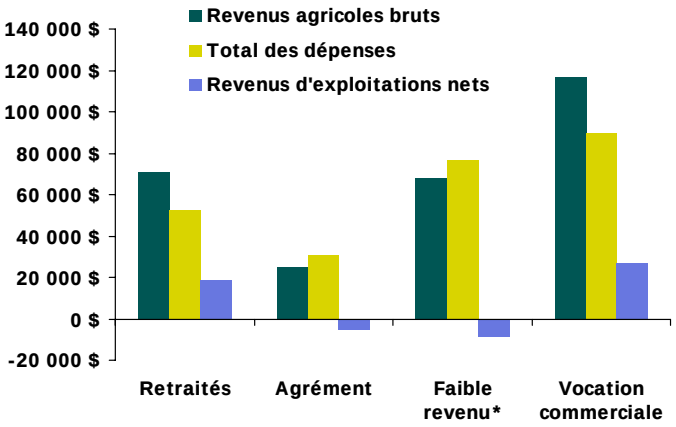
Le revenu d'exploitation net varie selon la typologie pour une même catégorie de revenu brut

- Le revenu d'exploitation net moyen ayant des revenus de moins de 250 000$ en 2004 était de 6 375 $. Les exploitations dont le revenu s'élevait à 250 000 $ ou plus affichaient, quant à elles, un revenu d'exploitation net moyen de 106 696 $.

- Les exploitations de retraités, quelle que soit la catégorie de ventes, présentent en moyenne un revenu d'exploitation net positif. En fait, les exploitations dont les ventes s'élèvent à 250 000 $ et plus touchent un des revenus d'exploitations nets les plus élevés de tous les groupes.

- Les fermes d'agrément et les exploitations à faible revenu ont subi des pertes agricoles en 2004.

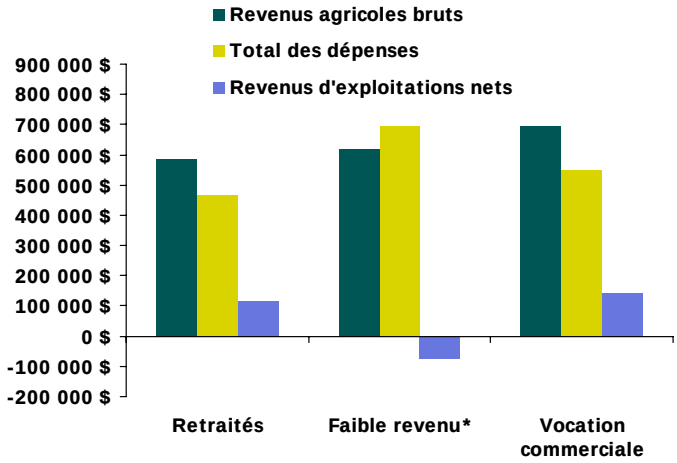
Tableau B2.5
Le revenu d'exploitation net moyen selon la typologie pour la catégorie de revenus bruts 10 000 $ - 249 999 $ (2004)



* Les exploitations à faible revenu incluent les fermes dont le revenu familial est inférieur à 35 000 $ (à l'exclusion des exploitations de retraités et des exploitations d'agrément).

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes et données d'AAC.

Tableau B2.6
Le revenu d'exploitation net moyen selon la typologie pour la catégorie de ventes 250 000 $ et plus (2004)



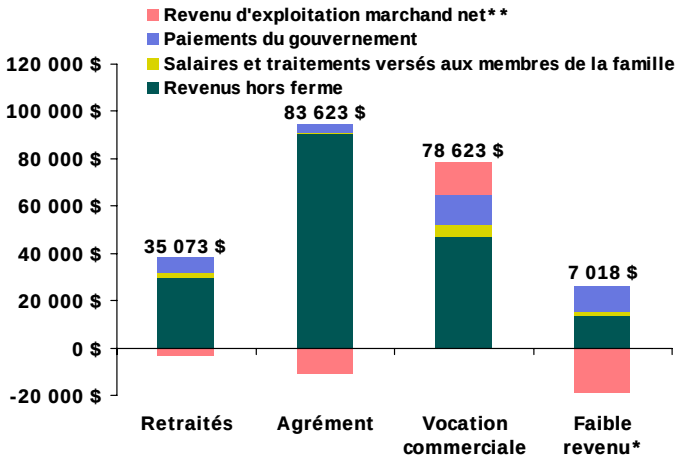
* Les exploitations à faible revenu incluent les fermes dont le revenu familial est inférieur à 35 000 $ (à l'exclusion des exploitations de retraités et des exploitations d'agrément).

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes et données d'AAC.

Les familles agricoles diversifient leurs sources de revenu à divers degrés

- Pour les petites exploitations agricoles, une grande part du revenu des familles d'exploitants agricoles proviennent de revenus hors ferme.
- Les revenus hors ferme représentent une plus grande part du revenu total des exploitations de retraités et des fermes d'agrément ayant un revenu brut peu élevé.
- De toutes les exploitations, ce sont les fermes d'agrément qui touchent les plus important revenus hors ferme.
- Les exploitations à faible revenu de la catégorie des revenus bruts allant de 10 000 $ à 249 999 $ ont un revenu d'exploitation marchand net négatif, mais leur revenu familial total demeure positif. Elles représentent de 29 à 34 % des exploitations agricoles de cette catégorie de revenus et de 26 à 31 % du total des fermes, peu importe l'année.
- Les petites exploitations de retraités dépendent de leurs revenus de pension et affichent un revenu d'exploitation marchand net négatif.
- Pour ce qui est des exploitations dont les revenus bruts sont élevés, une plus grande partie du revenu familial provient des activités agricoles.
- Peu importe l'année, les exploitations à faible revenu représentent de 15 à 16 % des exploitations de la catégorie de revenus bruts correspondant à 250 000 $ et plus.

Tableau B2.7
Nature du revenu familial total selon la typologie pour la catégorie de revenus bruts 10 000 $ - 249 999 $ (2004)

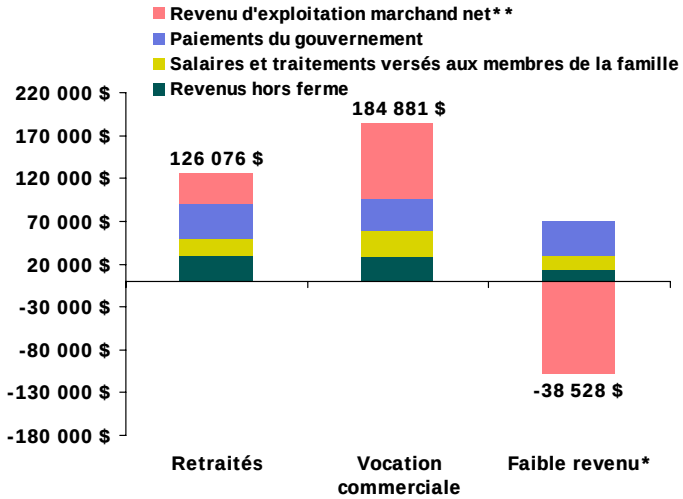


* Les exploitations à faible revenu incluant les fermes dont le revenu familial est inférieur à 35 000 $ (à l'exclusion des exploitations de retraités et des exploitations d'agrément).

**Déduction faite des paiements de programme.

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes et données d'AAC.

Tableau B2.8
Nature du revenu familial total selon la typologie pour la catégorie de revenus bruts 250 000 $ et plus (2004)



* Les exploitations à faible revenu incluant les fermes dont le revenu familial est inférieur à 35 000 $ (à l'exclusion des exploitations de retraités et des exploitations d'agrément).

**Déduction faite des paiements de programme.

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes et données d'AAC.

Section B3

Diversité du rendement des exploitations agricoles

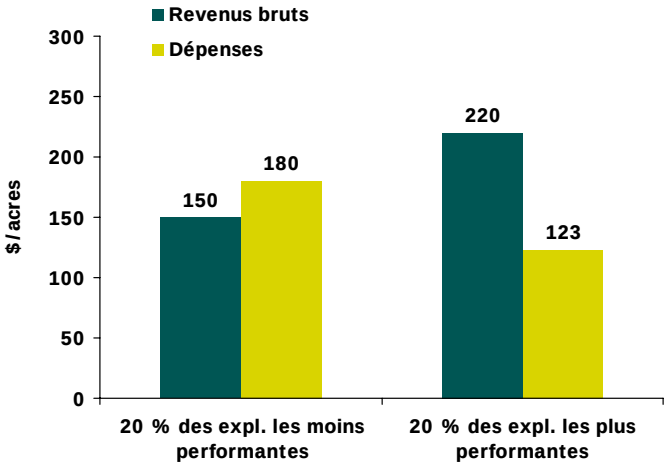
Principaux points

- Le rendement des exploitations agricoles présentant les mêmes caractéristiques varie selon l'emplacement, la taille et la nature de l'exploitation.
- Les exploitations agricoles les plus performantes ont des coûts de production beaucoup moins élevés que les exploitations moins performantes. Le contrôle des coûts de production est essentiel pour assurer la rentabilité d'une exploitation agricole.
- Les différences sur le plan du rendement sont attribuables au fait que certaines exploitations sont toujours performantes, alors que d'autres ne le sont jamais.
- Il faudra mener d'autres recherches pour en cerner les facteurs et trouver des solutions.

Les exploitants les plus performantes encourent constamment des coûts moins élevés que les exploitants les moins performants

- On assiste à certaines tendances lorsqu'on classe les exploitations agricoles en fonction du rendement axé sur les marges.
- Ainsi, les grandes exploitations de céréales et d'oléagineux moins performantes des Prairies ont des coûts plus élevés que les exploitations plus performantes et ce, peu importe l'année.
- Une analyse plus poussée s'impose pour déterminer si ces différences sont attribuables à l'emplacement géographique, à la productivité ou aux pratiques de gestion.

Tableau B3.1
Revenus bruts et dépenses des grandes exploitations commerciales de céréales et d'oléagineux des Prairies**
(2004)



* Le rendement basé sur les marges (revenu agricole brut moins dépenses totales plus salaires et traitements versés aux membres de la famille) sur les revenus agricoles bruts.

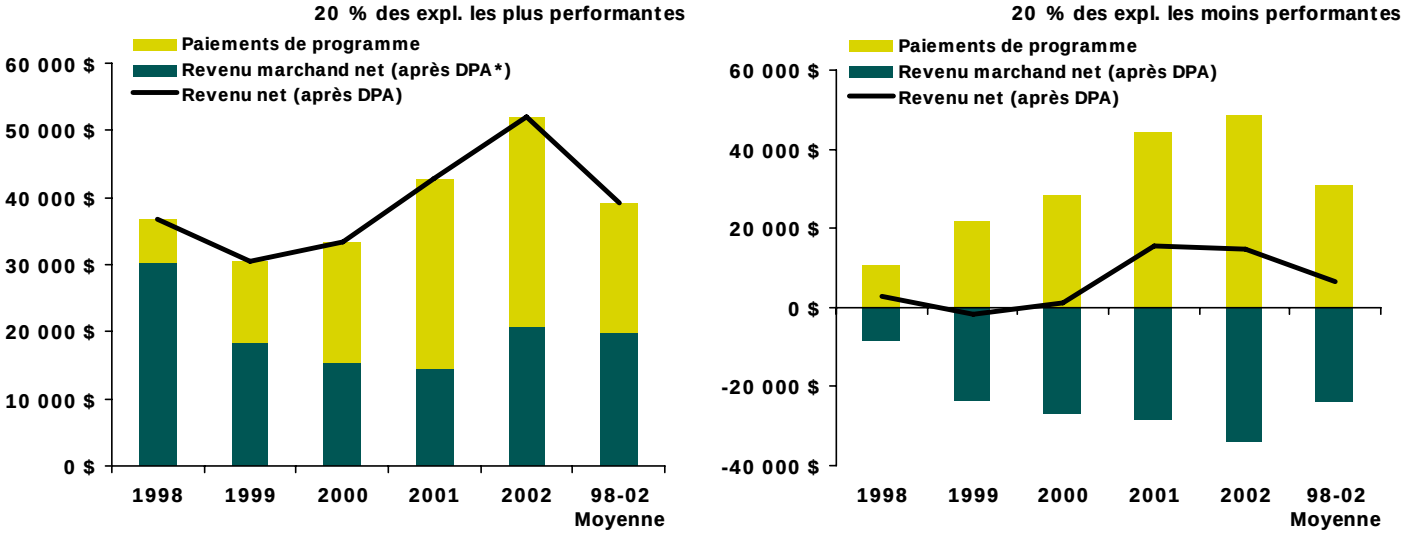
** Les grandes fermes commerciales ont des revenus bruts de 250 000 $ et plus.

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les exploitations agricoles de céréales et d'oléagineux les plus performantes ont des revenus marchands nets positifs alors que les exploitations agricoles moins performantes ont un revenu marchand net négatif

- Les exploitations les moins performantes ont un revenu net peu élevé et ce, malgré des paiements gouvernementaux importants.
- Les exploitations agricoles les plus performantes un revenu marchand net positif chaque année et celui-ci est complété au moyen de paiements gouvernementaux.

Tableau B3.2
Revenu net des fermes de céréales et d'oléagnieux de la Saskatchewan, Catégorie de ventes de 100 000 $ à 249 999 $



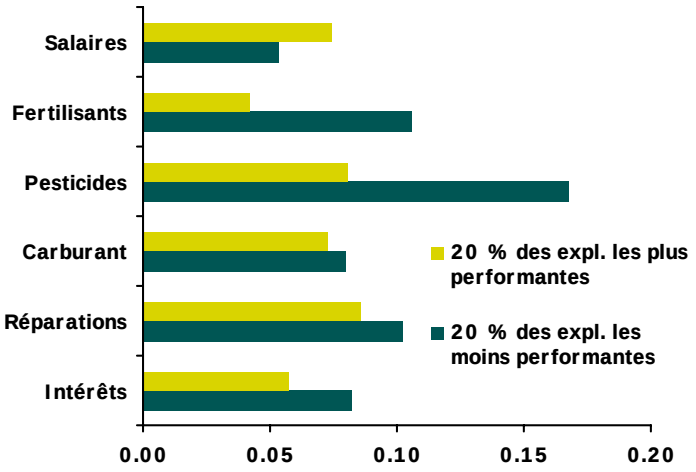
Nota : Le calcul des 20 % tranches supérieure et inférieure est fondé sur la marge de production moyenne sur cinq ans (1998 à 2002) dont on a soustrait l'assurance-récolte et le travail à forfait et dont on divise par revenus bruts.

*DPA - déduction pour amortissement.

Source : AAC, Base de données du CSRN.

- Les exploitations agricoles de céréales et d'oléagineux les moins performantes de la Saskatchewan ont engagé des dépenses plus élevées par dollar de revenu, notamment pour les fertilisants et les pesticides, alors que les exploitations agricoles les plus performantes ont enregistré des charges salariales plus élevées.

Tableau B3.3
Dépenses par dollar de revenus, Saskatchewan
Fermes productrices de céréales et d'oléagineux
100 000 $ – 249 999 $
(moyenne de 1998 à 2002)

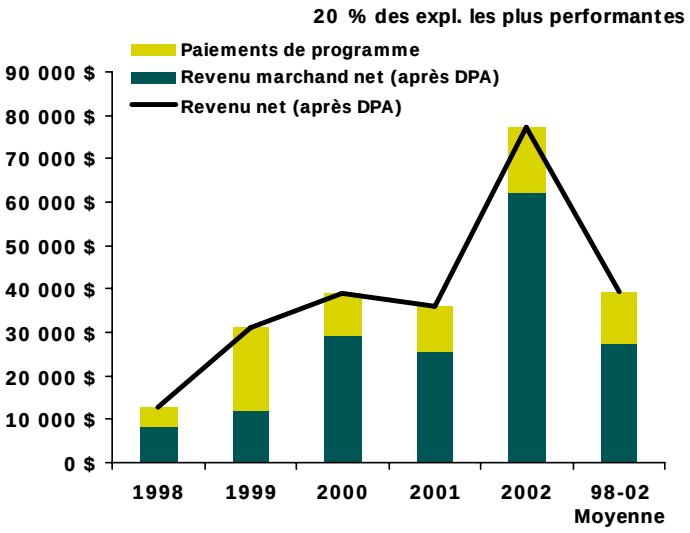


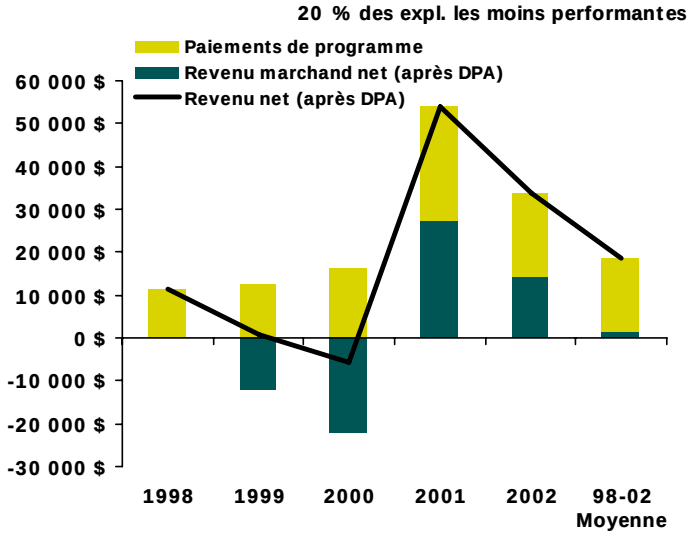
Source : AAC, Base de données du CSRN.

Les plus performantes fermes de pommes de terre au Nouveau-Brunswick ont en moyenne un important revenu marchand

- Les fermes de pommes de terre les plus performantes ont un revenu marchand net positif tous les ans et un revenu net moyen de 39 237 $ pour la période 1998 à 2002.
- Les fermes les moins performantes ont affiché un revenu marchand net moyen de 18 789 $ pour la même période.

Tableau B3.4
Revenu net des exploitations de pommes de terre du Nouveau-Brunswick, catégorie de ventes de 250 000 $ à 500 000 $



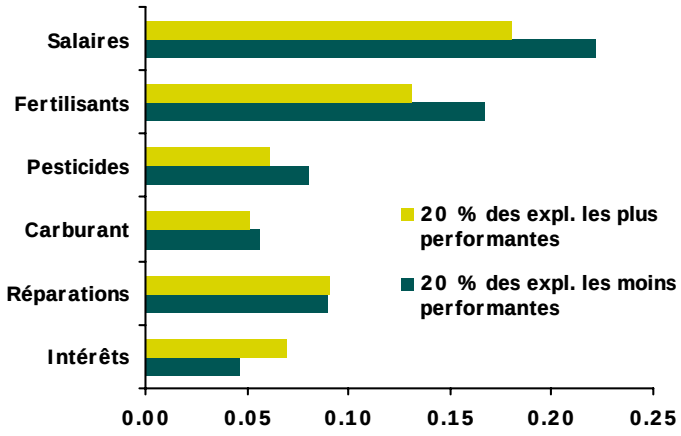


Nota : Le calcul des 20 % tranches supérieure et inférieure est fondé sur la marge de production moyenne sur cinq ans (1998 à 2002) dont on a soustrait l'assurance-récolte et le travail à forfait et dont on divise par revenus bruts.

Source : AAC, Base de données du CSRN.

- Les fermes de pommes de terre les moins performantes du Nouveau-Brunswick ont engagé des dépenses plus élevées par dollar de revenu brut, notamment pour les fertilisants, les pesticides et les salaires, alors que les fermes les plus performantes ont enregistré des charge d'intérêt par $ de revenu plus élevé.

Tableau B3.5
Dépenses par dollar de revenus, Nouveau-Brunswick
Fermes de pommes de terre
250 000 $ – 500 000 $
(moyenne de 1998 à 2002)

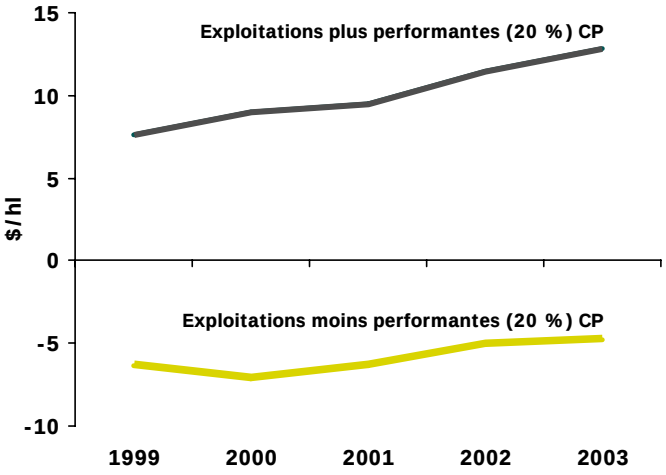


Source : AAC, Base de données du CSRN.

Les profits des fermes laitières du Québec ont augmenté, tant pour les exploitations les plus performantes que pour les moins performantes, mais le revenu net des moins performantes reste négatif

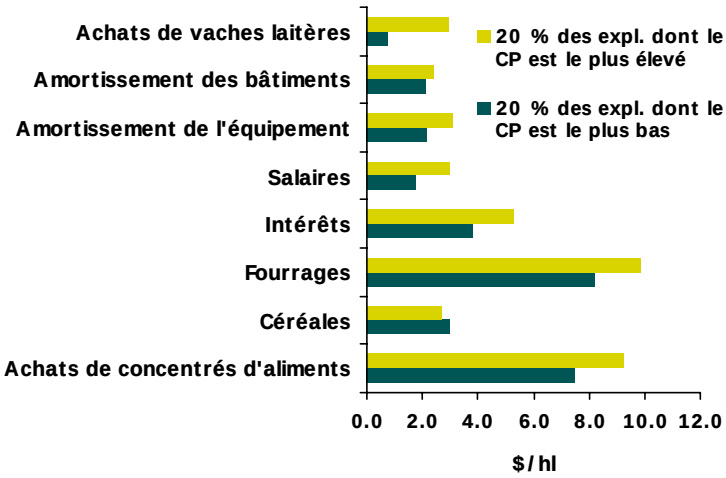
- Pour la période de 1999 à 2003, les fermes laitières les plus performantes ont affiché un revenu net positif de 7,86 $/hl comparativement à un revenu négatif de 3,86 $/hl pour les exploitations les moins performantes.

Tableau B3.6
Fermes laitières du Québec – revenu net par HL



- Les exploitations qui affichent le coût de production (CP) le plus élevé déclarent des dépenses à l'unité plus élevées pour toutes les catégories d'intrants comparé aux exploitations dont le CP est faible.
- L'écart entre les exploitations dont le CP est élevé et celles dont le CP est bas est particulièrement important en ce qui concerne les achats de vaches et les fourrages agricoles.

Tableau B3.7
Principales dépenses – Fermes laitières du Québec (1999-2003)



Nota : Les calculs pour les 20% d'exploitations les plus et les moins rentables sont fondés sur le coût de production du LAIT. Les exploitations plus performantes affichent le CP le plus bas.

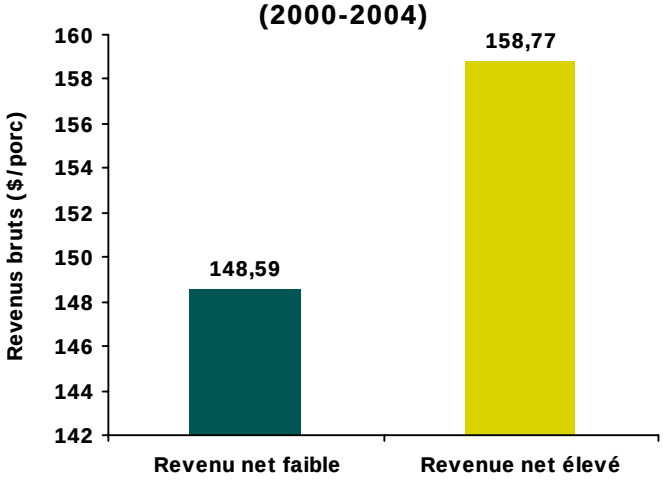
Source : Banque de données Agritel et calculs d'AAC.

L'analyse à long terme des exploitations porcines de Ontario indique également l'importance de la gestion des coûts

- Les fermes procines prospères optimisent leurs revenus par porc, mais la grande différence au chapitre des profits entre les deux groupes résulte de dépenses moins élevées.

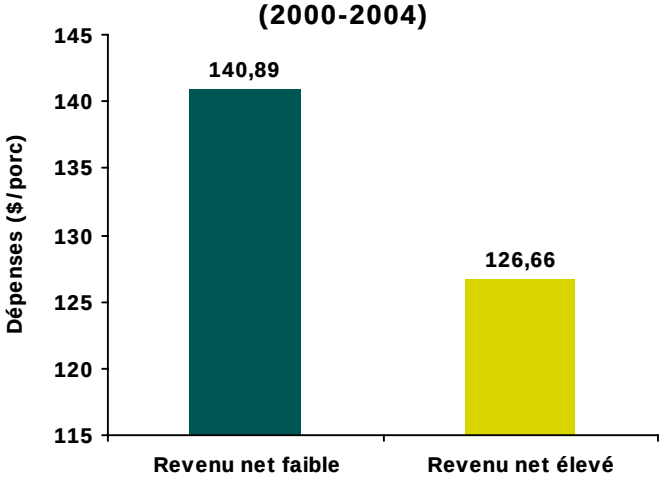
- Les producteurs de porc ayant un revenu net élevé avaient des dépenses correspondant à 14,23 $ par porc de moins que les dépenses des producteurs ayant des revenus peu élevés.

Tableau B3.8
Revenus bruts par porc des exploitations porcines de l'Ontario
(2000-2004)



Source : Farm performance productivity, Ridgetown College, University of Guelph.

Tableau B3.9
Dépenses totales par porc des exploitations porcines de l'Ontario*
(2000-2004)



*Inclut la déduction pour amortissement (DPA).

Source : Farm performance productivity, Ridgetown College, University of Guelph.

Section B4

Avoir net, investissements et vulnérabilité financière des exploitations agricoles

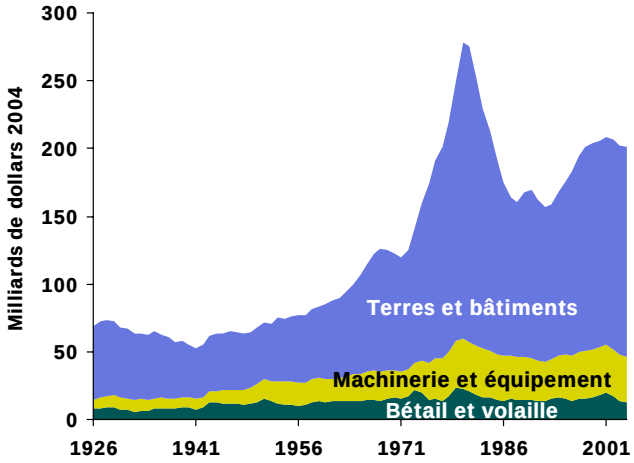
Principaux points

- Les revenus nets ont diminué au fil des ans mais la valeur totale des actifs agricoles a augmenté considérablement.
- La valeur des quotas a également augmenté considérablement.
- Les grandes exploitations agricoles continuent de faire des investissements de capitaux nets importants. Ces investissements reflètent l'expansion des exploitations agricoles et l'investissement dans les nouvelles technologies.
- Les investissements de capitaux nets varient selon le sous-secteur, de 55 000 $ environ dans le cas des fermes d'élevage du bœuf à 177 000 $ dans le cas des serres et des pépinières.
- Ces 10 dernières années, le ratio d'endettement a augmenté dans le cas des petites et des grandes exploitations agricoles mais il est plus élevé dans le cas des grandes exploitations.
- Certaines grandes exploitations agricoles sont vulnérables sur le plan financier, comme en font foi leurs liquidités et leurs capitaux propres.
- Les capitaux propres moyens des familles agricoles varient selon la province.

Les revenus agricoles ont diminué, mais les actifs agricoles réels ont augmenté au fil des ans

- La valeur réelle des terres et bâtiments agricoles a augmenté au fil des ans au Canada (en dollars constants de 2004).

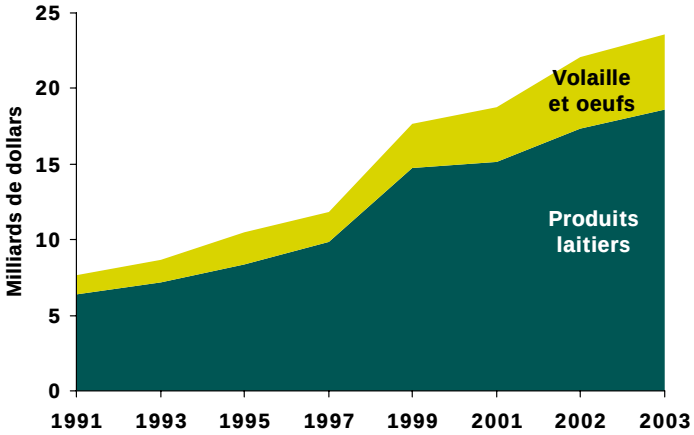
Tableau B4.1
Valeur totale de l'actif agricole au Canada



Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 002-0007.

- La valeur des quotas de volaille, de produits laitiers et d'oeufs a également augmenté au fil du temps.

Tableau B4.2
Valeur moyenne des quotas de volaille, de produits laitiers et d'oeufs au Canada



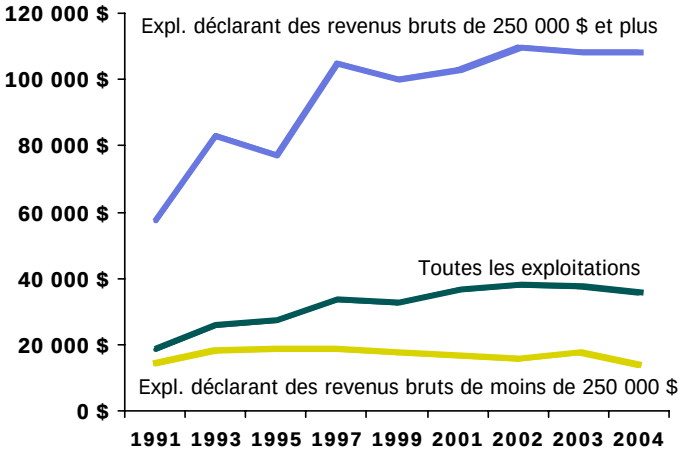
Source : Statistiques Canada, Enquête financière sur les fermes et calculs d'AAC.

L’écart du niveau d’investissement s’élargit selon la taille des exploitations agricoles

- En 2004, les exploitations agricoles qui ont généré des revenus bruts de 250 000 $ et plus ont déclaré des investissements de capitaux nets moyens de 108 000 $ par ferme et ces investissements représentaient 71 % des investissements agricoles au Canada.

- En 2004, les exploitations agricoles qui ont enregistré des revenus bruts inférieurs à 250 000 $ ont déclaré des investissements de capitaux nets moyens de 14 000 $, comparativement à 35 000 $ pour l’ensemble des exploitations agricoles.

Tableau B4.3
Investissement en capital net moyen* au Canada (1991-2004)



* Correspond aux achats d’immobilisations, moins les ventes d’immobilisations.

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

Les investissements de capitaux nets varient également en fonction des sous-secteurs agricoles

- Ce sont les grandes exploitations d'élevage du bœuf qui ont enregistré les investissements nets les plus faibles en 2004; en revanche, les serres et les pépinières ont effectué les investissements les plus élevés.

Tableau B4.4

INVESTISSEMENTS DES GRANDES EXPLOITATIONS AGRICOLES CANADIENNES EN FONCTION DU TYPE DE FERME (2004)

	Nombre de fermes	% des fermes	Investissement de capitaux nets	Investissements nets en %
Pommes de terre	711	2 %	166 000 $	3,0 %
Serres et pépinières	1 509	4 %	177 000 $	6,7 %
Céréales et oléagineux	12 292	33 %	96 500 $	29,8 %
Fruits et légumes	1 339	4 %	105 600 $	3,6 %
Produits laitiers	8 660	24 %	136 800 $	29,8 %
Boeuf	4 809	13 %	54 600 $	6,6 %
Porc	2 887	8 %	132 600 $	9,6 %
Volaille et oeufs	2 466	7 %	85 000 $	5,3 %
Autres types de fermes	2 105	6 %	109 000 $	5,8 %
Toutes les grandes exploi.	36 778	100 %	108 300 $	100,0 %

*Correspond aux achats en immobilisations, moins les ventes d'immobilisations.

**Les grandes exploitations agricoles ont des revenus bruts de 250 000 $ et plus.

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

Le passif présente également des variations importantes d'un sous-secteur à l'autre

- Si on compare les fermes, les grandes fermes de pommes de terre ont enregistré le passif moyen le plus élevé; par ailleurs, les exploitations de céréales et d'oléagineux affichaient le passif le plus bas en 2004.

Tableau B4.5

PASSIF DES GRANDES EXPLOITATIONS AGRICOLES CANADIENNES PAR TYPE DE FERME (2004)					
	Nombre de fermes	% des fermes	Actif moyen	Passif moyen	Ratio d'endette-ment
Pommes de terre	711	2 %	3 520 000 $	1 187 000 $	3,0 %
Serres et pépinières	1 509	4 %	2 162 000 $	786 000 $	6,7 %
Céréales et oléagineux	12 292	33 %	2 152 000 $	475 000 $	29,8 %
Fruits et légumes	1 339	4 %	2 230 000 $	656 000 $	3,6 %
Produits laitiers	8 660	24 %	3 396 000 $	946 000 $	29,8 %
Boeuf	4 809	13 %	2 302 000 $	592 000 $	6,6 %
Porc	2 887	8 %	2 696 000 $	877 000 $	9,6 %
Volaille et oeufs	2 466	7 %	3 427 000 $	748 000 $	5,3 %
Autres types de fermes	2 105	6 %	2 206 000 $	510 000 $	5,8 %
Fermes 250 000 et plus	36 778	100 %	2 626 000 $	686 000 $	100,0 %

*Les grandes exploitations agricoles ont des revenus bruts de 250 000 $ et plus.

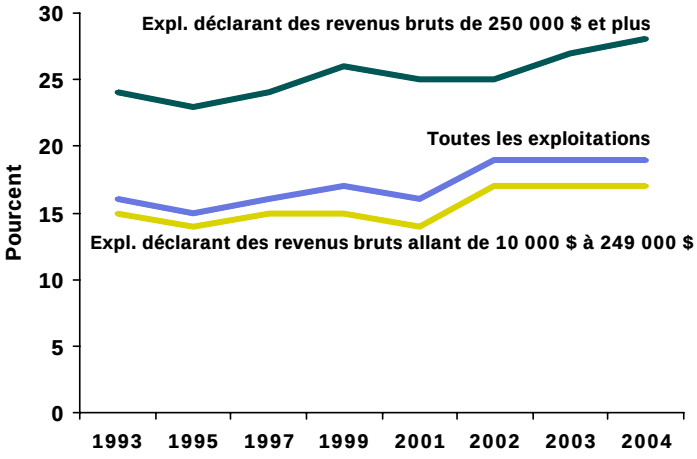
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

Le ratio d’endettement a augmenté pour toutes les catégories de revenus agricoles bruts mais ce sont les grandes exploitations agricoles qui affichent le taux le plus élevé

- Le ratio d’endettement par rapport à l’actif est élevé pour les grosses exploitations; 28 % comparativement à 17 % pour les petites exploitations.

- Le ratio d’endettement par rapport à l’actif a augmenté pour les deux groupes sur la période 1993 à 2004, il est passé de 15 % à 17 % pour les petites fermes et de 24 % à 28 % pour les grandes fermes.

Tableau B4.6
Ratio d'endettement par rapport à l'actif au Canada

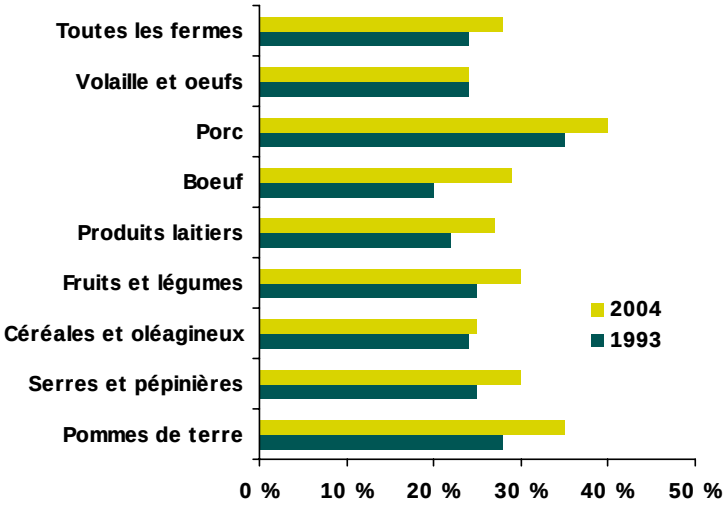


Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

Depuis 1993, le ratio d'endettement a augmenté pour la plupart des types d'exploitations agricoles

- Les gros élevages bovins ont enregistré l'augmentation la plus élevée (45 %) tandis que les exploitations de céréales et d'oléagineux ont enregistré l'augmentation la plus faible (6 %).
- Les fermes d'œuf et de volaille ont déclaré un ratio d'endettement stable.
- Les exploitations porcines ont affiché les ratios d'endettement par rapport à l'actif les plus élevés en 1993 et en 2004.

Tableau B4.7
Ratio d'endettement par rapport à l'actif des grosses exploitations*, Canada



* Les grosses exploitations affichent des revenus bruts de 250 000 $ et plus.

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

La vulnérabilité financière peut être déterminée par les niveaux de liquidités et de capitaux propres

- La vulnérabilité est établie en fonction de l'avoir propre, en pourcentage des actifs agricoles totaux et des mouvements de trésorerie. Les exploitations agricoles ayant des mouvements de trésorerie peu élevés et des actifs peu élevés sont les plus vulnérables, alors que les exploitations agricoles ayant les liquidités et les actifs les plus élevés sont les moins vulnérables.

Tableau B4.8

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS DE L'OUEST CANADIEN GÉNÉRANT DES REVENUS BRUTS DE 250 000 $ ET PLUS, EN FONCTION DE LEURS LIQUIDITÉS ET DE LA CATÉGORIE DE CAPITAUX PROPRES (2004)**

	Pourcentage des capitaux propres			
	Moins de 50 %	De 50 % à 75 %	Plus de 75 %	Totalité des capitaux propres
Liquidités inférieures à 20 000 $	6 %	8 %	6 %	20 %
Liquidités de 20 000 $ à 35 000 $	1 %	2 %	2 %	5 %
Liquidités supérieures à 35 000 $	7 %	19 %	49 %	75 %
Total des liquidités	14 %	29 %	57 %	100 %

*Liquidités : montant en espèces généré et utilisé par l'exploitation agricole au cours d'une période donnée.

**Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan et Manitoba.

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

- Les grandes exploitations agricoles de l'Ouest canadien peuvent être classées en fonction de trois niveaux de vulnérabilité, comme suit :

  - 15 % des grandes exploitations agricoles de l'Ouest sont très vulnérables.
  - 15 % des grandes exploitations agricoles de l'Ouest sont plus ou moins vulnérables.
  - 70 % des grandes exploitations agricoles de l'Ouest ne sont pas vulnérables.

La vulnérabilité financière peut être déterminée par les niveaux de liquidités et de capitaux propres

Tableau B4.9

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS DE L'ONTARIO ET DU QUÉBEC GÉNÉRANT DES REVENUS BRUTS DE 250 000 $ ET PLUS EN FONCTION DE LEURS LIQUIDITÉS ET DE LA CATÉGORIE DE CAPITAUX PROPRES (2004)

	Pourcentage des capitaux propres			
	Moins de 50 %	De 50 % à 75 %	Plus de 75 %	Totalité des capitaux propres
Liquidités inférieures à 20 000 $	**6 %**	**7 %**	**5 %**	19 %
Liquidités de 20 000 $ à 35 000 $	**1 %**	**3 %**	**1 %**	5 %
Liquidités supérieures à 35 000 $	**12 %**	**24 %**	**41 %**	77 %
Total des liquidités	19 %	34 %	47 %	100 %

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

- Les grandes exploitations agricoles de l'Ontario et du Québec peuvent être classées en fonction de trois niveaux de vulnérabilité, comme suit :

  - 14 % des exploitations sont très vulnérables.
  - 20 % des exploitations sont plus ou moins vulnérables.
  - 66 % des exploitations ne sont pas vulnérables.

La valeur nette moyenne des familles exploitant des petites fermes varie d'une province à l'autre

- Dans le cas des exploitations dont les revenus se situent entre 10 000 $ et 249 999 $, la valeur nette non agricole contribue à la valeur nette totale du patrimoine familial des familles dans une proportion de 14 %.
- Les capitaux propres totaux sont plus élevés en Colombie-Britannique, en Ontario et en Alberta que pour l'ensemble du Canada.

Tableau B4.10

SITUATION FINANCIÈRE DES FAMILLES EXPLOITANT DES PETITES FERMES PAR PROVINCE, AU CANADA, EN 2004

	Valeur nette de la ferme familiale	Valeur nette non liée à la ferme	Valeur nette totale de la famille
		DOLLARS	
Atlantique	421 400	77 400	498 800
Québec	520 000	91 800	611 800
Ontario	657 400	123 200	780 600
Manitoba	436 600	54 300	490 900
Saskatchewan	433 300	65 700	499 000
Alberta	668 500	94 900	763 400
Colombie-Britannique	706 300	160 600	866 900
Canada	561 900	92 300	654 200

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

- La valeur nette moyenne des familles exploitant de petites fermes était de 654 200 $, soit un montant beaucoup plus élevé que dans le cas des familles non agricoles.

La valeur nette moyenne des familles exploitant de grandes fermes varie d'une province à l'autre

- Dans le cas des exploitations dont les revenus sont de 250 000 $ ou plus, la valeur nette non agricole contribue à la valeur nette du patrimoine familial dans une proportion de 8 %.
- Les capitaux propres des familles exploitant de grandes exploitations correspondent à peu près à trois fois ceux des petites exploitations agricoles.

Tableau B4.11

VALEUR NETTE DES FAMILLES EXPLOITANT DES GROSSES FERMES PAR PROVINCE, AU CANADA EN 2004

	Valeur nette de la ferme familiale	Valeur nette non liée à la ferme	Valeur nette totale de la famille
		DOLLARS	
Atlantique	1 612 900	116 200	1 729 100
Québec	1 382 800	106 600	1 489 400
Ontario	1 781 900	159 000	1 940 900
Manitoba	1 204 900	111 000	1 315 900
Saskatchewan	1 127 800	92 700	1 220 500
Alberta	1 969 800	136 200	2 106 000
Colombie-Britannique	2 739 500	287 700	3 027 200
Canada	1 619 400	134 000	1 753 400

Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes.

Section C

Occasions d’améliorer la capacité concurrentielle grâce à la croissance de la productivité et à l’innovation

Résumé

- La rentabilité du secteur de l'agriculture peut être augmentée par l'augmentation du prix des extrants, la diminution du prix des intrants et l'amélioration de la productivité.

- L'amélioration de la productivité dépend des investissements dans la R-D, les innovations et l'infrastructure publique, l'élimination des obstacles réglementaires, l'amélioration des compétences ainsi que de la qualité de la main-d'œuvre.

- Il y a de nouveaux débouchés pour le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire en raison de la hausse de la demande des produits traditionnels dans les pays en développement comme la Chine, le Brésil et la Russie et de la hausse de la demande des nouveaux produits à valeur ajoutée et adaptés aux clients dans les pays développés où les consommateurs sont prêts à payer davantage pour des produits de qualité. Grâce à l'innovation, on pourra développer ces nouveaux produits à valeur ajoutée.

La meilleure façon d'accroître les profits réside dans l'amélioration de la productivité

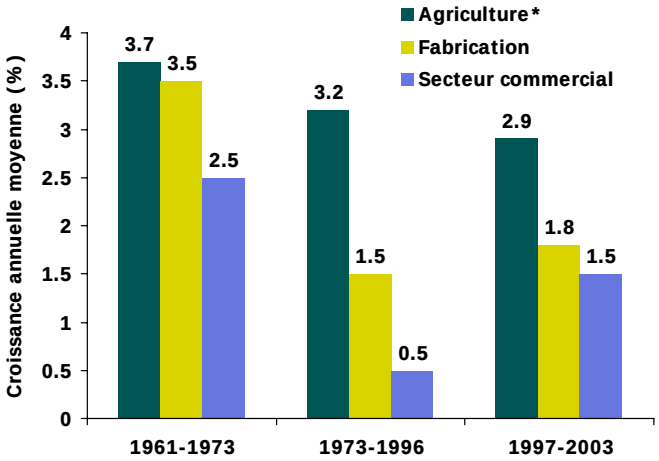
Il existe trois façons d'accroître les profits :

1. **Par l'augmentation des prix des extrants**
   - La plupart des prix des extrants agricoles sont établis sur les marchés mondiaux, alors la capacité d'un petit pays d'avoir une influence est limitée.
   - La réforme du commerce pourrait avoir une incidence.
   - Les produits à valeur ajoutée plus chers peuvent offrir certains débouchés importants à l'avenir.
2. **Par la baisse des prix des intrants**
   - Influence limitée car bon nombre de ces prix sont fixés sur les marchés mondiaux ou à l'extérieur du secteur de l'agriculture.
     - Les règlements peuvent avoir une incidence sur le prix des intrants.
   - Les politiques de soutien gouvernementales peuvent accidentellement accroître les coûts (p. ex. les coûts des terres et les valeurs des quotas).
3. **Par l'accroissement de la productivité**
   - Possibilité de réaliser des gains importants en améliorant les modifications structurelles et l'innovation grâce à :
     - l'augmentation des dépenses des secteurs public et privé dans la RD et l'infrastructure.
     - l'élimination des obstacles réglementaires.
     - la conception de nouveaux produits pour répondre à l'évolution des demandes des consommateurs et des marchés.

L'industrie canadienne de l'agriculture a connu une forte croissance de sa productivité par le passé

- La croissance de la productivité et les progrès technologiques ont contribué à la capacité concurrentielle du secteur canadien de l'agriculture.
- Le secteur de l'agriculture primaire a connu une croissance rapide de sa productivité au cours des quarante dernières années, mais a ralenti depuis quelques années.
- La productivité multifactorielle de l'agriculture a connu une augmentation annuelle moyenne de 2,9 % entre 1997 et 2002, ce qui est comparable au secteur de la fabrication, mais plus élevé que pour le secteur commercial.

Tableau C1
Productivité multifactorielle par secteur, Canada



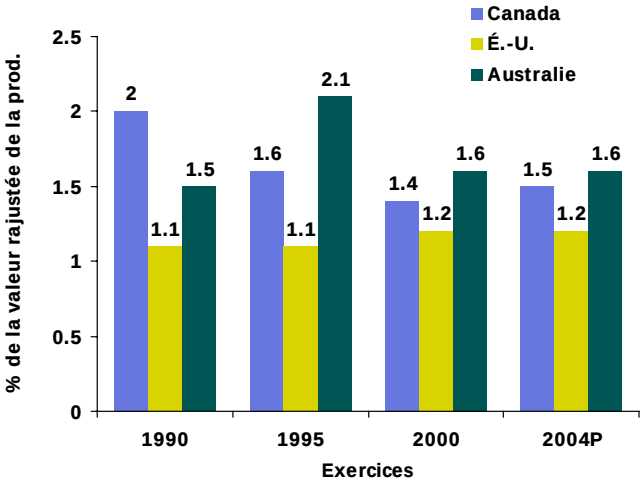
Agriculture, foresterie, pêche et chasse.

Source : Statistique Canada, Croissance de la productivité par industrie.

Les investissements dans la R-D et l'infrastructure du secteur public peuvent compléter les investissements du secteur privé visant à améliorer la productivité

- En agriculture, l'investissement du secteur public dans la R-D au Canada a baissé au fil du temps, lorsqu'on le mesure comme une part de la valeur de la production.
- Il est prouvé que l'investissement dans l'infrastructure publique est avantageuse pour la croissance de la productivité : des études montrent que, pour chaque dollar versé à l'infrastructure publique, la seule productivité du traitement des aliments a augmenté de 0,03 $ (Harchaoui T.M. et Tarkhani F., 2003).

Tableau C2
Dépenses dans la R-D du secteur public pour l'agriculture primaire à titre de part de la valeur de la production



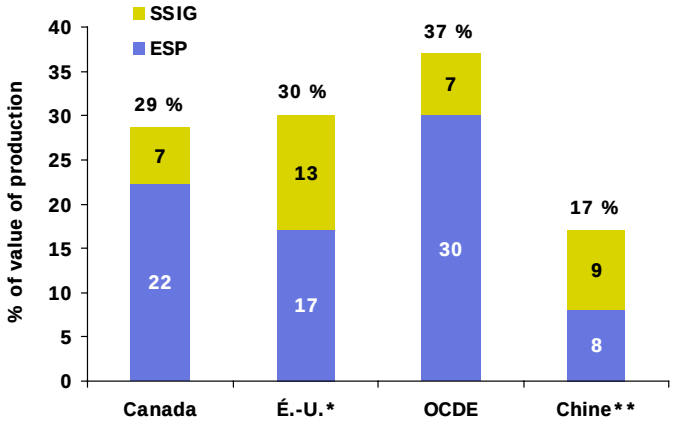
P = Estimations préliminaires.

Source : OCDE, Base de données ESP.

Certains pays dépensent de plus en plus pour le soutien aux services d'intérêt général (SSIG)

- Les dépenses en soutien aux services d'intérêt général (SSIG) comprennent les dépenses du gouvernement dans les domaines de la R-D, de l'inspection, des marchés et de la promotion. La plupart de ces dépenses sont considérées par l'OMC comme n'ayant pas d'effet de distorsion sur le commerce.
- Les pays comme les États-Unis et la Chine dépensent de plus en plus pour le soutien aux SSIG à titre de part de la valeur de la production alors que le Canada offre moins de ce genre de soutien.
- Par contre, les dépenses en R-D comme part du SSIG sont plus élevées au Canada que dans d'autres pays.

Tableau C3
Soutien aux producteurs et au secteur agricole (moyenne 2002-2005)

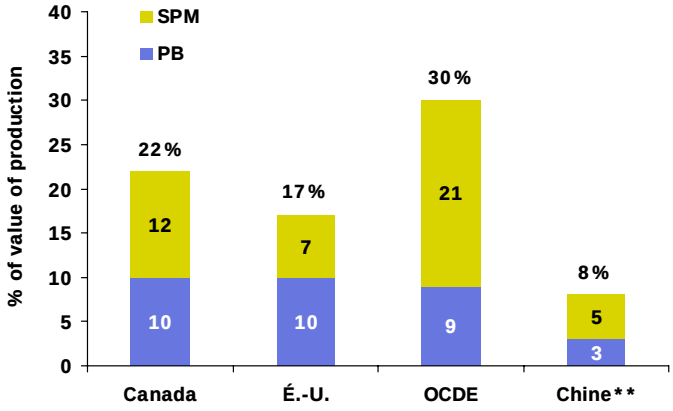


* Inclut bon alimentaire.
**Moyenne 2002-2003.

Source : Politiques agricoles des pays de l'OCDE, suivi et évaluation, 2004.

- Les estimations de soutien à la production (ESP) sont composés du soutien des prix du marché (SPM) et des paiements budgétaires (PB).
- Le SPM mesure les transferts envoyés aux agriculteurs par l'intermédiaire des politiques de prix intérieures alors que les paiements budgétaires transfèrent de l'argent directement aux agriculteurs. L'ESP n'est pas jugé « vert » par l'OMC et pourrait subir des pressions à l'avenir afin de devenir une forme de soutien de type SSIG.

Tableau C4
ESP dans le secteur agricole (moyenne 2002-2004)



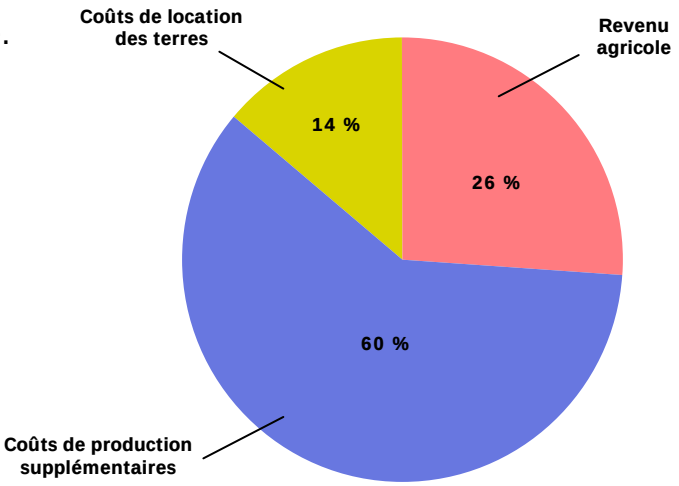
** Moyenne 2002-2003.

Source : OCDE, Estimations du soutien offert aux producteurs et aux consommateurs, Base de données de l'OCDE, 1986-2005.

Des études indiquent que les programmes du gouvernement sont capitalisés à divers degrés dans la valeur de l'actif

- Des études de l'OCDE révèlent que le soutien gouvernemental comme celui lié aux prix des extrants et du marché fait grimper le prix des intrants et des terres au lieu de faire grimper le revenu agricole.

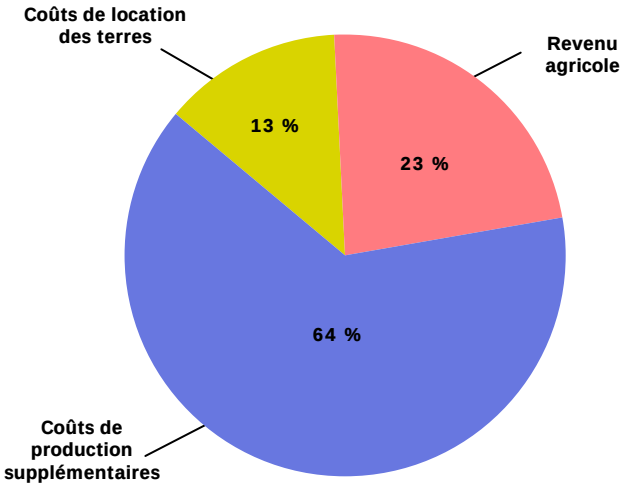
Tableau C5
Répartition des paiements de soutien du gouvernement dans les pays de l'OCDE
Soutien au prix des extrants*



* Le soutien au prix des extrants correspond à des paiements budgétaires versés aux agriculteurs selon l'extrant qu'ils produisent.

Source : OCDE.

Tableau C6
Soutien au prix du marché*



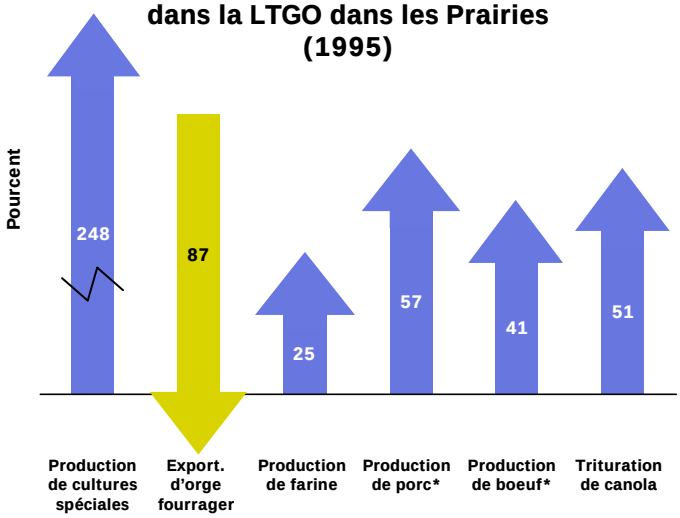
*P. ex., gestion de l'offre.

Source : OCDE.

La réglementation a également une influence importante sur l'innovation et la productivité

- Les réformes de la réglementation créent parfois de nouveaux débouchés (p. ex. la Loi sur le transport du grain de l'Ouest (LTGO)).
- Par exemple, l'élimination de la LTGO a stimulé la diversification et les produits à valeur ajoutée dans les Prairies.
- La production de cultures spéciales a également crû en réponse aux développements du marché mondial, à la réduction de la jachère et à la culture sans labours accrue, ce qui signifie que des légumineuses ont été nécessaires pour effectuer une rotation des cultures convenable.

Tableau C7
Pourcentage de changement de la production depuis l'élimination des subventions prévues dans la LTGO dans les Prairies (1995)



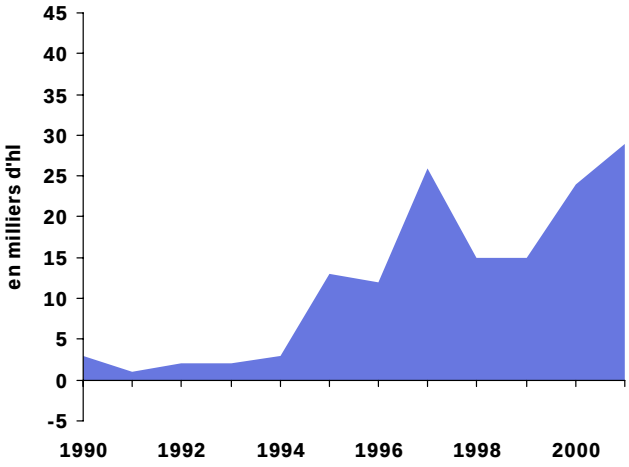
Différence de pourcentage entre la moyenne de 2000 à 2001 par rapport à la moyenne de 1990 à 1995.

* Production de la ferme.

Source : AAC.

- Les modifications apportées aux règlements et visant l'application de normes de qualité et la réduction des tarifs à l'importation dans l'industrie du vin ont mené à une transformation de l'industrie du vin en Ontario ainsi qu'en Colombie-Britannique et à une augmentation des exportations de vin.

Tableau C8
Volume des exportations de vin canadien (en milliers d'hectolitres)

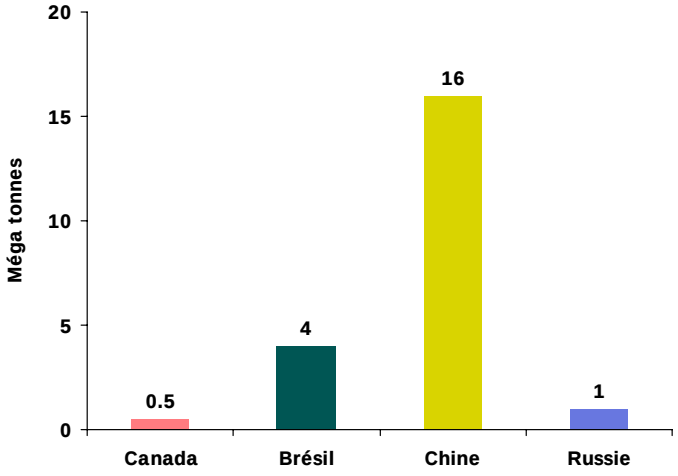


Source : Anderson et Norman, 2003.

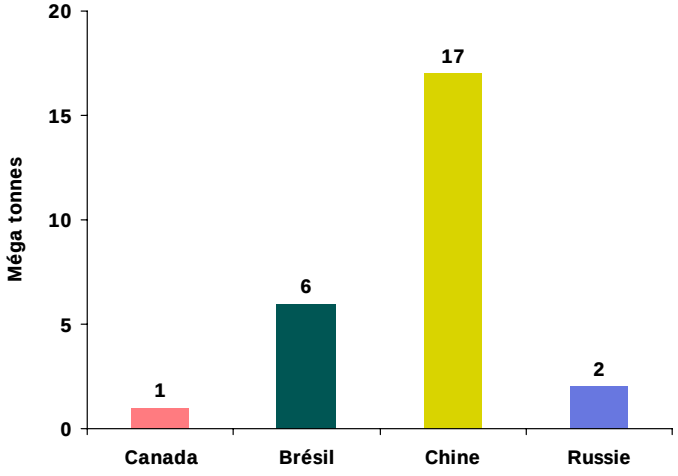
L'amélioration de la productivité permettra au secteur de profiter des débouchés éventuels découlant de l'accroissement de la demande de produits traditionnels des économies en développement

Tableau C9

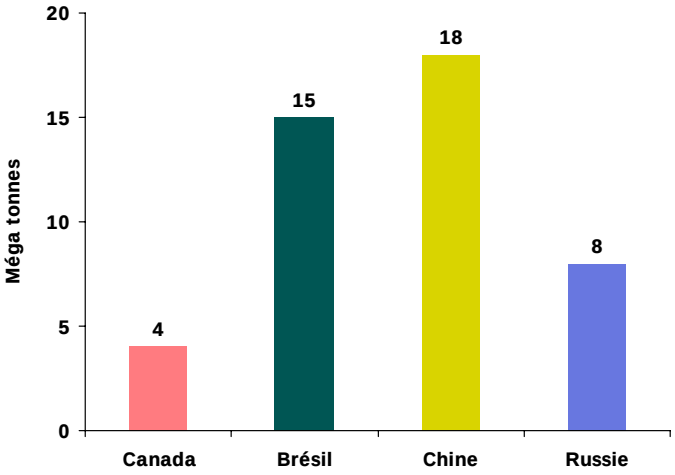
Augmentation prévue de la consommation de viande (mt), 2004-2014



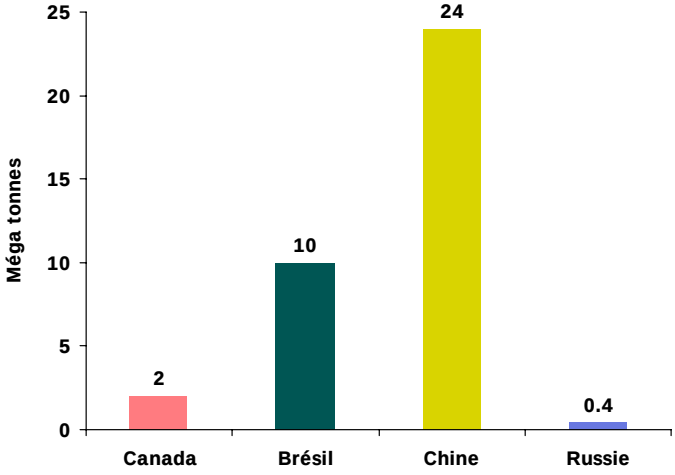
Augmentation prévue de la consommation de produits laitiers (mt), 2004-2014



Augmentation prévue de la consommation de céréales (mt), 2004-2014



Augmentation prévue de la consommation d'oléagineux (mt), 2004-2014

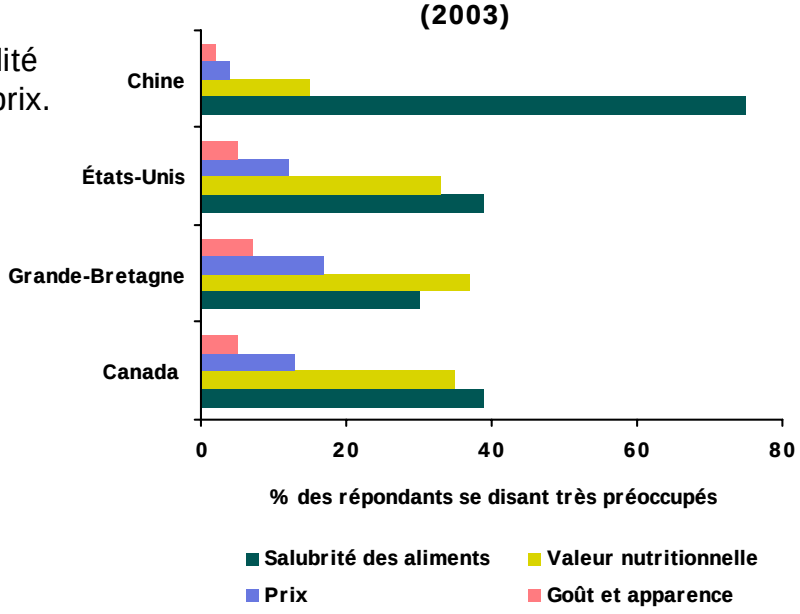


Source : OCDE, base de données de l'OCDE.

Il y aura également des débouchés pour le secteur agricole afin de réagir aux demandes changeantes des consommateurs à la recherche de caractéristiques de qualité

- Un nombre croissant de consommateurs partout dans le monde accorde de l'importance à la salubrité et à la qualité des aliments avant de se soucier du prix.

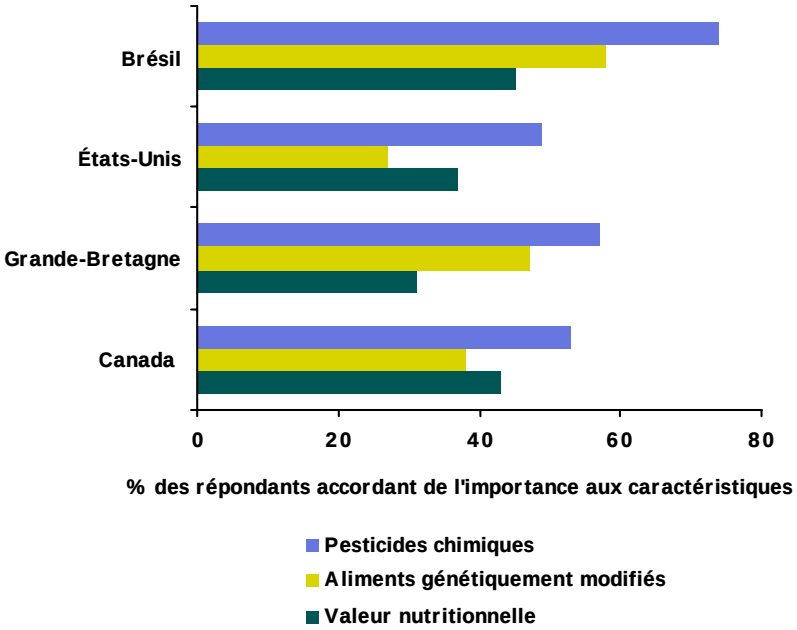
Tableau C10
Questions préoccupantes relatives aux aliments (2003)



Source : Globescan 2003.

- De nombreux consommateurs recherchent des aliments présentant des caractéristiques de qualité comme les produits biologiques, exempts d'organismes génétiquement modifiés (OGM), sains et écologiques.

Tableau C11
Importance accordée aux diverses caractéristiques des aliments par pays (2003)



Source : Globescan 2003.

Des débouchés proviennent de la mise au point de nouvelles technologies qui créent de nouvelles utilisations pour les produits:

- Éthanol, biodiesel,
- Soja 20/20 et lin 2015,
- Aliments fonctionnels et nutraceutiques,
- Matériaux de construction comme le carton paille,
- Fractionnement du blé, triticale,
- Bioplastiques et bioraffineries.

- Ces produits exigent que l'on investisse dans des technologies novatrices et que l'on puisse les commercialiser.
- Il faudra modifier certains règlements pour que l'industrie profite de ces débouchés.
- De plus amples recherches permettront de fournir un complément d'information à ce sujet.

Terminologie

- **Mesure du niveau agricole au niveau de la ferme**
  - **Revenu agricole brut :** Toutes les ventes réalisées par l'exploitation agricole, y compris les paiements de programme.
  - **Revenu d'exploitation net :** Différence entre les revenus agricoles bruts et les dépenses totales (expression utilisée dans le secteur agricole).
  - **Revenu net :** Différence entre les revenus agricoles bruts et les dépenses totales après la déduction pour amortissement (DPA) (expression utilisée dans le secteur agricole).
  - **Déduction pour amortissement :** Dépenses autres qu'en espèces indiquant le coût annuel des immobilisations comme les bâtiments et l'équipement.
  - **Revenu marchand d'exploitation net :** Revenu d'exploitation net excluant les paiements de programme.
  - **Recettes agricoles :** Recettes agricoles brutes excluant les paiements de programme.
  - **Revenu marchand :** Revenu net excluant les paiements de programme.
  - **Investissement de capitaux nets :** Achat d'immobilisations, moins vente d'immobilisations.

- **Mesure de revenu agricole au niveau agrégé**
  - **Revenu monétaire net :** Revenus agricoles bruts moins les dépenses totales.
  - **Revenu net réalisé :** Revenus agricoles bruts moins les dépenses totales après la DPA.
  - **Revenu marchand net comptant :** Revenus agricoles bruts excluant les paiements de programme, moins les dépenses.
  - **Revenu marchand net réalisé :** Revenus agricoles bruts excluant les paiements de programme, moins les dépenses totales après la DPA.

- **Autre**
  - **Valeur nette :** Différence entre l'actif et le passif total.